



Programme de Coopération Burkina Faso 2023-2028

Document Technique Explicatif

Version revue - Octobre 2023

Table des matières

1.	Compléments au chapitre « Portefeuille »	3
1.1.	Intervention 1 – Appui à la résilience au Centre-Est et à Fada N’Gourma	3
1.2.	Intervention 2 – Appui à la résilience au Centre-Nord et Plateau Central	26

1. Compléments au chapitre « Portefeuille »

1.1. Intervention 1 – Appui à la résilience au Centre-Est et à Fada N’Gourma

1.1.1. Description des activités

Une série d’activités indicatives sont envisagées pour l’atteinte des outputs de l’intervention. Elles sont reprises ci-dessous par domaines de résultat.

Outcome Intermédiaire 1 : Les communautés – en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - saisissent les opportunités socio-économiques porteuses grâce à une intégration renforcée dans les chaînes de valeur agricole et de l’économie verte.

Output 01 : *Les producteurs et productrices agricoles contribuent davantage à la sécurité alimentaire grâce à leur inclusion dans des chaînes de valeur inclusives et résilientes*

Pour relever les défis de sécurité alimentaire et contribuer à la résilience accrue des populations tout en tenant compte de la forte demande alimentaire au niveau des villes secondaires, cet output vise à construire des chaînes de valeur locales plus durables et résilientes, en renforçant les liens entre les villes secondaires et leur hinterland.

Dans le cadre du R1, **six chaînes de valeur porteuses** ainsi que les métiers correspondants ont été priorisés selon les 4 critères suivants (1) contribution à la sécurité alimentaire et réponse aux besoins des consommateurs, (2) potentiel de création d’(auto-)emploi pour des femmes, des jeunes des PDI, (3) existence d’un marché au niveau des villes secondaires et (4) (potentiel d’) engagement dans des démarches de transition agroécologique/résilience face au climat et respectueuses de l’environnement. Les chaînes de valeur suivantes sont retenues : manioc, maïs, PFNL, maraîchage, riz et sésame. Celles-ci seront confirmées par un diagnostic en démarrage de portefeuille et une priorisation sera effectuée.

Activité 1 : Renforcer les dispositifs d’accompagnement des exploitations familiales et des coopératives

1-1 Etudes diagnostic : Cartographie des systèmes alimentaires des villes de Koupéla et Tenkodogo, Capitalisation des pratiques agro-écologiques et diagnostic filières

En cohérence avec les Stratégies nationales relatives aux système alimentaire et filières agricoles et la Stratégie nationale de développement de l’agro-écologie au Burkina- Faso cette sous-activité vise à capitaliser les nombreux efforts existants et identifier les opportunités clés dans le territoire d’intervention. Ainsi, des analyses contextualisées seront menées telles que : (i) la cartographie des systèmes alimentaires des villes de Tenkodogo et Koupéla (ii) l’analyse des modèles agroécologiques pertinents pour assurer la résilience et la sécurité alimentaire des ménages et (iii) le diagnostic des filières prioritaires. Des partenariats seront ensuite établis pour assurer un accompagnement et une réflexion sur ces thématiques tout au long de l’intervention, à travers la mise en place d’outils de cadrage et de suivi-évaluation. La mise en œuvre pourrait reposer sur des consortium multi-acteurs Belgo-Burkinabè (VITO, UVB, INERA,...)

1-2 Accompagnement des CEP et formateurs endogènes pour la diffusion de pratiques agro-écologiques contribuant à améliorer la résilience des exploitations familiales

Cette activité vise à mettre en place un dispositif de conseil agricole pilote de qualité et de proximité afin d’accompagner les ménages agricoles en matière d’intensification agroécologique pour des spéculations clés telles que le riz, le manioc, le maïs, le maraîchage,...

(cf filières prioritaires). La précarité augmente dans les zones d'intervention et les revenus issus de l'activité agricole restent faibles bien que des opportunités (transformation/commercialisation dans les centres urbains) et pratiques agricoles alternatives (modèles agroécologiques) existent au niveau local. Le défi réside dans la diffusion de ces principes d'intensification agroécologiques et leur appropriation et adaptation par les ménages agricoles dans un contexte caractérisé par un conseil agricole quasi inexistant et une situation sécuritaire qui se dégrade. L'activité ciblera directement les ménages agricoles et inclura des femmes et des jeunes (catégories parfois exclues du conseil agricole conventionnel) en mettant l'accent sur les formateurs endogènes (gage d'une meilleure résilience en cas de choc notamment sécuritaire). Les services techniques déconcentrés, les opérateurs de développement du territoire et les acteurs de la recherche seront associés à la démarche (par exemple lors du choix des thématiques et lors des formations pratiques) afin d'être en mesure de suivre et éventuellement répliquer le dispositif et de l'adapter en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire. Des démarches (suivi méthodologique transversal, organisation d'ateliers provinciaux et nationaux) seront entreprises afin que cette activité alimente les politiques provinciales et nationales en matière de conseil agricole.

Les Groupements CEP sont par ailleurs une porte d'entrée pour développer des activités connexes telle la réflexion sur l'amélioration de la résilience des EA, la mise en place d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVECs), la vente groupée des productions, les achats groupés d'intrants,... Ils permettent également la diffusion de messages liés à une alimentation saine, la cohésion sociale, le foncier, la gestion durable des terres et le reboisement, le travail décent ou encore les thématiques de genre et PDI, transversales à ce portefeuille.

Le focus sera mis sur la mise en place d'un nombre limité de CEP et la formation de formateur afin de démontrer l'intérêt du dispositif et permettre sa réplcation à plus large échelle.

1-3 Coaching des SCOOPS (production) et facilitation des relations entre acteurs des chaînes de valeur (agriculture contractuelle/cluster)

La résilience des exploitations familiales est dépendante de leur intégration avec les micro-entreprise de transformation et commercialisation qui ont des difficultés à assurer un approvisionnement stable, en quantité et qualité. Il est donc indispensable de coupler les dispositifs d'appui aux micro-entreprises de transformation et commercialisation actives dans les villes secondaires (prévus dans l'Output n°2) à des dispositifs de soutien à la production, notamment via des appuis technique, organisationnels et financiers aux SCOOPS situées dans les zones rurales et péri-urbaines. Il s'agit ainsi de renforcer et promouvoir les relations d'affaires et liens contractuels entre coopératives et entreprises de transformation/commercialisation.

Cette sous-activité envisage de renforcer des coopératives sur base d'un trajet de coaching incluant :

- Lancer un appel d'offre pour sélectionner des coopératives répondant aux critères de l'intervention,
- Conduire une analyse initiale des coopératives : marketing (analyse SWOT, analyse du marché, etc.), finances (calcul des coûts, lecture des comptes, etc.), structure organisationnelle (RH, gouvernance, dynamique de groupe, etc.), relations contractuelles et commerciales, ...
- Délivrer un trajet de coaching complet à chaque coopérative sélectionnée, qui pourra porter sur un ou plusieurs des domaines suivants : techniques agricoles (techniques améliorées de production et conservation, y compris agro-écologiques) gestion financière et d'entreprise, marketing, gouvernance, accès au financement (en particulier SCM, AVEC, éventuellement

warrantage sur les CVA qui s'y prêtent, mise en relation avec les SFD, appui au montage de dossiers de demandes de crédits, ..), durabilité environnementale, agriculture contractuelle,

- Renforcer les cadres de rencontre existants entre agrégateur/agro-industrie, IMF, SFD, fournisseurs et producteurs

Activité 2 : Améliorer la qualité et la pertinence des services financiers et non financiers dans les chaînes de valeur porteuses

Pour améliorer la qualité et la pertinence des services financiers et non financiers, l'approche consistera à renforcer les services existants des chaînes de valeur sélectionnées (exemple : approvisionnement en semence et en intrants) ou susciter l'émergence de services spécifiques (exemple : AVEC) en s'inscrivant dans une démarche de transition agro-écologique.

Les services choisis recevront un appui et un support ciblé dans différents domaines, développé en concertation avec l'équipe d'intervention. Au vu des contraintes rencontrées par les producteurs et afin de mettre le focus sur l'augmentation de leur résilience, il est proposé de travailler en particulier sur : (i) les services d'accès aux semences améliorées, (ii) les services d'accès aux intrants (organiques) et métiers porteurs dans les chaînes de valeur agricole ainsi que (iii) les services financiers et d'éducation financière (prévus dans l'output 2).

2-1 Amélioration de l'accès aux semences améliorées et traditionnelles

Le rôle déterminant des semences pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des producteurs est unanimement reconnu. Le principal enjeu aujourd'hui n'est pas de créer des variétés au potentiel les plus élevés, mais de veiller à ce que les petits producteurs qui constituent la majorité de la population agricole ait accès aux semences de qualité adaptées à leurs préoccupations. Il s'agit par exemple de semences à haut rendement adaptées au changement climatique, de semences qui permettent de réduire les contaminations à l'aflatoxine (arachide et maïs) et/ou de semences aptes à la transformation agro-alimentaires (manioc). Au vu du contexte, il est prévu de :

- renforcer l'autonomie semencière des producteurs (par la promotion de variétés tant améliorées que traditionnelles) en (1) renforçant les capacités des producteurs dans le domaine de la sélection massale, de la conservation et des bonnes pratiques pour dispositions de semences de qualité issues de leur exploitation, (2) facilitant l'accès aux variétés améliorées et (3) soutenant des initiatives de sélection variétale participative afin que les préoccupations des agriculteurs soient mieux prises en compte dans l'élaboration de nouvelles variétés (= dispositif de semences communautaires et plateformes d'innovation avec l'INERA et les DRA)
- Susciter l'émergence et le renforcement de capacité des OP semencières au niveau des territoires d'intervention (renforcer le maillage territorial)
- Renforcer les capacités des entreprises semencières et leur associations (capacité de production, de professionnalisation, de promotion, de suivi-évaluation et de plaidoyer) et créer un environnement favorable à l'investissement privé dans l'industrie des semences en améliorant la rentabilité économique et financière du secteur semencier (via une collaboration avec l'Union nationale des producteurs semenciers (UNPS) et l'Association nationale des entreprises semencières (ANES-BF)

2-2 Amélioration de l'accès aux engrais organiques, mécanique agricole et prestations de services liées à l'agriculture

Selon les résultats des études de marchés réalisées au démarrage du portefeuille (cf Output3), un soutien sera apporté à des micro et petites entreprises spécialisées dans la fourniture d'intrants organiques/bio, la mécanique agricole (exemple : fabrication de matériel agricole (rayonneurs, semoirs artisanaux, charrues de fabrication locale) ou encore les prestations de services mécanisés liés à l'agriculture en lien avec la transition agro-écologique (par exemple via le centre d'innovation cf Output 2). Un potentiel et une demande importante a en effet été relevée lors des ateliers de

consultations d'acteurs pour ces métiers qui sont essentiels au déploiement et à la consolidation de chaînes de valeur structurées, résiliente et rentables.

Un dispositif d'appel à micro-projets sera mis en place pour identifier et sélectionner minimum 30 projets porteurs qui recevront un soutien direct composé d'appui technique (coaching) et d'appui financier (subvention) liés au crédit. Le choix et le nombre de filières sera effectué de façon à renforcer structurellement les filières sélectionnées. Les lauréats devront être majoritairement composés de femmes (minimum 60 %), de jeunes de moins de 35 ans (au moins 80%) et de PDI (5%). Une contribution des lauréats sera attendue (au moins 20%).

2-3 Soutien aux services financiers et éducation financière

Le renforcement des services financiers est prévu via l'Output 2, notamment via les dispositifs d'AVEC qui pourront être couplés au CEP

Les méthodes de renforcement de capacité des acteurs pourvoyeurs de services financiers et non financiers mobiliseront des approches centrées sur l'humain (human centered design, desing thinking)

Activité 3 : Améliorer l'environnement productif, en particulier les aménagements productifs en intégrant les femmes, les jeunes et les PDI

3-1 Aménagement et valorisation de bas-fonds

Au vu du large potentiel d'irrigation dans les zones d'intervention du portefeuille (moins de < 1 % est exploité), il s'agit de réaliser des aménagement et valorisation de bas-fonds tournés vers la production maraîchère et rizicole et d'autres travaux d'infrastructures permettant d'améliorer le potentiel agricole des territoires et de produire en contre-saison (périmètres irrigués).

De façon transversale, une attention spécifique sera portée à l'accès à la terre / accès au cash et/ou aux biens en nature pour le démarrage d'AGR et autres initiatives d'auto-emploi pour les femmes déplacées cheffes de foyers. Cela sera effectué en continuité et adaptation de l'intervention Fragilité (subsidés en octroi direct à TRIAS) pour favoriser l'autonomisation socio-économique des femmes, des jeunes et des PDI et pour promouvoir cohésion sociale. Le maraîchage constitue une opportunité d'intégration économique des PDI.

Cette sous-activité envisage de :

- Sélectionner des zones propices pour les aménagements productifs en lien avec les filières porteuses sélectionnées et un potentiel de commercialisation vers les marchés urbains et en lien avec les activités 1.1 et 1.2.
- Réaliser des aménagements productifs de bas-fonds (50 ha) et des périmètres irrigués (15 ha) valorisables avec le riz, le maraîchage, le manioc, ... La sélection des bénéficiaires inclura des femmes (minimum 50 %), des jeunes (minimum 80 %) et des PDI (minimum 10%). Un accompagnement via la mise en place de champs école paysan sera envisagé (en lien avec 1-1-2) afin de former les producteurs sur les techniques de production améliorées, l'accès aux semences de qualité, la production de compost et bio-pesticide, les opérations post-récolte, ...
- Réaliser une partie des travaux en HIMO afin de contribuer à créer des emplois temporaires
- Inclure des actions de suivi et consolidation des infrastructures et aménagements déjà réalisés dans le cadre de l'intervention entrepreneuriat 2017- 2023 afin d'assurer leur utilisation et gestion pérenne

3-2 Promotion d'un environnement propice aux investissements agricoles

Cette sous-activité vise à soutenir et renforcer les plateformes de concertation existantes telles que le Conseil régional de sécurité alimentaire et les cadres de concertation des acteurs de l'agroécologie au niveau régional. Les thèmes de la résilience socio-économiques, de l'agro-écologie, de l'accès aux services et de la formation professionnelle pourront y être abordés.

Output 02 : Les (micro-)entrepreneurs urbains des chaînes de valeur agricole et de l'économie verte et les PDI bénéficient d'un renforcement de l'écosystème entrepreneurial

Activité 1 : Promouvoir un environnement plus propice aux PME

- Soutien aux **guichets uniques** "CEFORE", guichets pour la formalisation des entreprises dans la zone d'intervention du programme (Koupèla). Les activités suivantes peuvent être envisagées :
 - Mettre en place un dispositif de facilitation et d'enregistrement des micros et très petites entreprises ;
 - Assister techniquement les bénéficiaires et susciter un engouement pour l'enregistrement en qualité d'entrepreneur ;
 - Informer les PME sur les exigences fiscales et faire pression sur le gouvernement central pour des régimes fiscaux bénéfiques et simplifiés pour les PME.
- Développement et diffusion des connaissances sur les PME dans la zone d'intervention à travers l'organisation d'événements annuels pour les TPE/PME dans la région, portant sur des thèmes pertinents tels que la fiscalité, les opportunités de l'économie verte et circulaire, les nouvelles technologies et l'accès au financement.
- Soutien aux tables rondes avec des représentants des autorités locales, du secteur privé, des universitaires et de la société civile.
- Soutien aux études sectorielles et aux chaînes de valeurs et production de données statistiques

5 micro investissements à 20000 euros pour l'amélioration des marchés de Koupèla, et Mogtèdo (activité en régie / Marchés publics fourniture d'équipements et travaux)

Activité 2 : Renforcement de l'écosystème financier et non financier

- **Assistance technique au système financier décentralisé (SFD) :** Au moins 3 SFD vont bénéficier d'assistance technique et organisationnelle.
- **Mettre à l'échelle le système de sociétés de cautionnement mutuel (SCM) :** Enabel mettra en place des mécanismes déjà éprouvés dans le programme bilatéral actuel pour soutenir les chaînes de valeur agricoles et les AGR (activités génératrices de revenus). L'un de ces mécanismes consiste en la création de sociétés de cautionnement mutuel. Ces sociétés seront créées par secteur et métier pour offrir des garanties aux SFDs (systèmes financier décentralisés). Les fonds de cautionnement solidaire ainsi créés permettront de lever les goulots d'étranglement qui empêchent les institutions de microfinance et les banques d'octroyer des crédits aux entreprises agricoles. Les activités seront les suivants :
 - Renforcement des capacités des coopératives et entreprises agricoles sur le financement agricole et la mise en place de sociétés de Cautionnement Mutuels (SCM) pour faciliter l'accès aux financements des CVA.
 - Constitution des SCM et enregistrement officiel
 - Constitution des fonds responsables par les sociétaires : parts sociales, souscriptions.
 - Renforcement du fonds de cautionnement par dotation complémentaire du programme
 - Formalisation des partenaires avec les SFD/IF à travers des accords
 - Renforcement des capacités de la SCM pour garantir l'appropriation
 - Suivi

- **Soutien au centre d'innovation.** Le centre d'innovation est une structure basée à Tenkodogo et construite avec le soutien d'Enabel dans le portefeuille 2019-2023. Le centre sera développé davantage avec pour objectif de présenter des technologies innovantes et adaptées pour la production agricole ainsi qu'un centre d'excellence pour l'économie verte et circulaire. Le centre offrira des solutions de location et de location-bail pour les agriculteurs et les entrepreneurs, et les revenus de cette activité (ainsi que les revenus provenant de la location de ses installations de formation et de ses bureaux) serviront à couvrir les coûts de fonctionnement de l'organisation. Le centre sera géré par le CEAS Burkina (Centre écologique Albert Schweitzer) en collaboration avec Wakatlab (un centre d'incubation basé à Ouagadougou).
- **Renforcement des compétences aux méthodes d'innovation** au profit des acteurs de l'écosystème afin de favoriser la collaboration :
 - Organisation d'ateliers écosystèmes mapping impliquant entrepreneurs, acteurs du monde universitaire et de la recherche, incubateurs / accélérateurs, SFD, fonds d'investissement
 - Organisation de jams de design : événements de collaboration créative qui rassemblent une diversité d'acteurs de l'écosystème pour résoudre un problème ou un défi opérationnel vécu par les entrepreneurs en un temps limité
- **Soutien au CIFEA** (centre d'incubation féminin entrepreneuriat agricole), une structure d'incubation de la Maison d'entreprise dans les deux régions.
 - L'incubation de nouvelles cohortes : accompagnement de 16 à 24 mois jusqu'à la certification des produits par l'ABNORM.
 - L'incubation d'idées de produits par des étudiants, chercheurs et start-up : développement d'idées de produits en partenariat avec les institutions de formation technique, professionnelle, les universités et les centres de recherche.
 - L'extension du CIFEA au profit de nouvelles chaînes de valeurs : produits maraîchers (conserves de tomate, poudre de tomate, purée de tomate, conserve d'haricots verts) - PFNL (karité en beurre, soubala, pain de singe) - oléagineux (huile et pâte d'arachide).
 - La promotion des packs de services du CIFEA : appui à la création et à la gestion, renforcement des capacités sur la transformation des produits agroalimentaires, mise à disposition des équipements de transformation, appui à la recherche de financement et à la gestion de projets.

Activité 3 : Dispositifs d'accompagnement et de coaching aux PME

- **Soutien à 100 AVEC (Associations Villageoises d'épargne et de crédit) en lien avec Output 1 :**
 - Mettre en œuvre des formations pour accompagner la création et le fonctionnement des groupes d'épargne-crédit tels que les AVEC via les activités suivantes :
 - Recruter et former des formateurs villageois en épargne et crédit et collecteurs de données méthodologie AVEC et achat de tablettes.
 - La digitalisation des données (utilisation de la plateforme Savix ou autre plateforme numérique).
 - Assurer le suivi des groupes et faire le lien avec des produits financiers.
 - Faire le lien avec d'autres formations (nutrition, entrepreneuriat, agriculture, etc.).
- **Appui aux 50 MPMEs avec potentielle de croissance ("les héros locaux") :**

- Concours d'entreprise, formation et coaching : 250 entreprises bénéficieront de services de développement d'entreprise innovantes.
- Installation d'un dispositif de subventions lié au crédit : Des subventions d'investissement seront versées aux bénéficiaires sélectionnés à la suite de compétitions de plans d'affaires. Un montant total de 500 000 € sera attribué aux IMF bénéficiaires du projet pour les subventions aux sous-bénéficiaires.
- **Appui à 3 entreprises d'ancrage** : assistance technique afin de renforcer l'établissement de lien et la contractualisation entre producteurs et compagnies /entreprises
- Diffusion auprès des partenaires et cibles au travers, comme par exemple, du centre d'innovation (Tenkodigo) et des acteurs de l'écosystème entrepreneurial, des approches issues de méthodologies dites d'innovation (telle que le design thinking, systemic design, cocréation...) pour permettre aux entrepreneurs de cibler les besoins et construire des modèles d'affaires adaptés

Output 03 : *Les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables prennent part aux initiatives économiques en étant stimulés par des dispositifs techniques professionnels et entrepreneuriaux pertinents et adaptés aux besoins du marché*

Activité 1 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'offre (en adéquation avec les besoins du marché)

- Mener une étude d'évaluation des besoins du marché du travail (EMT) sensible au genre et au climat dans les régions ciblées. L'étude identifiera pour chaque région les chaînes de valeur ou métiers de l'économie verte et circulaire, offrant les perspectives les plus prometteuses pour les jeunes. L'étude utilisera une approche participative, inclura les jeunes, jeunes femmes et les PDI, et se concentrera sur l'innovation et les métiers d'avenir au sein de l'économie verte et circulaire.
- Création et accompagnement de plateformes de concertation pour le développement des compétences professionnels (par chaîne de valeur, domaine d'activité et zone géographique) via un PPP (Centres de Formation Professionnelle, Structures d'Appui aux Entreprises, Services Publics, Partenaires Internationaux et Locaux, ... etc.). Ce cadre permettra d'initier le dialogue autour du continuum de la formation professionnelle, l'emploi et les entrepreneurs/employeurs.
- Définir, avec l'appui d'une organisation spécialisée, les aptitudes et compétences clés nécessaires pour les principaux métiers ou professions dans les chaînes de valeur ou domaine d'activités ciblés.
- Réaliser des évaluations organisationnelles des centres d'EFP présélectionnés sur la base de la méthodologie existante (modèle d'excellence - LuxDev).
- Élaborer un plan d'action chiffré comprenant des actions spécifiques en matière d'égalité hommes-femmes et d'inclusion sociale avec les centres d'EFP sélectionnés afin de les faire évoluer vers un centre d'excellence dans une chaîne de valeur ou domaine d'activité spécifique.
- Mettre en œuvre l'appui organisationnel pour les centres d'EFP sur la base des résultats de l'évaluation avec le soutien d'experts spécialisés. En complément, un soutien peut être apporté par l'équipe d'intervention, par exemple un expert en EFP, un expert financier, un expert en approvisionnement, etc.
- Réaliser des travaux d'infrastructure légers, y compris la réhabilitation de locaux de formation et d'ateliers (plateformes techniques) pour dispenser les cours de formation de courte durée et/ou pour faciliter la participation des jeunes femmes.

- Achat de l'équipement nécessaire pour dispenser les cours de formation de courte durée et/ou pour faciliter la participation des jeunes femmes.
- Mener des auto-évaluations participatives pour mesurer l'évolution des centres d'EFP vers le Centre d'excellence.

Activité 2 : Augmenter l'offre d'EFP non formel de qualité et adapté au marché du travail

Programme d'Initiation au Marché de l'Emploi - PIME

- La conception de programmes et de cours spécifiques correspondant aux compétences recherchées par le marché du travail.
- La sélection des bénéficiaires, en particulier les jeunes femmes et PDI.
- Mise en place de cours de formation courts et pratiques, en étroite collaboration avec le secteur privé et comprenant un apprentissage professionnel par le travail.
- Un accompagnement et un mentorat continus pendant toute la durée de la formation et le l'accompagnement des bénéficiaires à l'emploi, à l'auto-emploi ou à l'entrepreneuriat. Le modèle de parrainage¹⁴(par les professionnels du secteur) est une approche intéressante.

Les activités suivantes maximiseront la pertinence du PIME pour l'(auto-)emploi effectif apprenants à la fin de leur formation :

- Développement de nouveaux modules de formation courts (qualifiantes) ou adaptation de modules existants qui sont pratiques, orientés vers l'emploi et simplifiés pour une utilisation directe par les formateurs. La priorité sera donnée aux métiers porteurs dans les chaînes de valeur sélectionnées ou dans les domaines d'activités dans l'économie verte et circulaire.
- Pour respecter un équilibre 'genre', à court terme, l'approche préconisée favorisera les métiers dans lesquelles les femmes sont déjà actives, répondant ainsi aux besoins directs des femmes. Afin de répondre aux besoins à moyen et long terme, l'intervention soutiendra l'identification de nouvelles compétences innovantes, numériques et vertes.
- Finalement, l'intervention adressera les barrières pour les femmes pour qu'elles accèdent aux métiers traditionnellement dominés par les hommes. Globalement, l'objectif est de permettre aux femmes d'accéder à des métiers offrant des emplois à fort rendement économique et une meilleure employabilité, tout en soutenant le processus de transition vers une économie verte.

Apprentissage Informel

- Développer et améliorer les programmes d'apprentissage informels existants en garantissant un meilleur cadre pour les maîtres artisans ou les accompagnateurs et les apprentis. L'idée est que ces apprentissages informels deviennent une alternative attrayante et économique à la formation professionnelle en centre.
- Au cours de la phase de démarrage de l'intervention, une étude participative sera menée pour définir les principaux défis liés à cet apprentissage informel et de proposer des solutions abordables pour améliorer ce modèle.

Développement Professionnel Continu

Une troisième piste sera l'organisation de cours de formation modulaire dans le cadre du développement professionnel continu (DPC) des professionnels au sein des chaînes de valeur et domaines d'activités sélectionnées. Cette activité se concentrera principalement sur l'amélioration des compétences des personnes en activités. Les critères d'éligibilité et d'équité seront définis au cours de la phase de démarrage et de la mise en œuvre de l'intervention.

Activité 3 : Améliorer l'accès des jeunes, en particulier des jeunes femmes et des PDI, à un EFP de qualité

- Entreprendre une étude sur le genre et l'inclusion sociale en utilisant des approches participatives spécifiquement liées à l'EFP pour s'assurer que les actions d'égalité des sexes et d'inclusion sociale dans les centres d'EFP sont développées sur la base d'éléments probants. Au cours de la mise en œuvre, un suivi et une adaptation continus seront effectués.
- Lancer des actions de sensibilisation les plus appropriées dans les régions ciblées (y compris l'élaboration d'un plan de communication chiffré ; le déploiement des activités identifiées ; l'évaluation de l'impact des actions.
- Les jeunes femmes et les PDI seront soutenus dans leur participation au PIME, l'apprentissage informel et au PDC par le biais d'une composante spécifique 'genre' dans le cadre des subventions accordées aux centres d'EFP. Cet appui peut prendre la forme d'une réduction des frais d'inscription, de subventions pour le transport, etc. Au cours de la phase de préparation, le système le plus prometteur sera défini et testé.
- Les centres d'EFP et les partenaires du secteur privé (par exemple ceux qui forment des apprenties) seront encouragés à introduire des mesures spécifiques qui rendront ces centres et lieux de travail plus accessibles et plus sûrs pour les femmes et les groupes vulnérables et prendront en compte les besoins spécifiques des femmes, y compris les installations sanitaires, les crèches, les dortoirs, la lutte contre la violence liée au genre et le harcèlement sexuel, etc.
- L'intervention appuiera la mise en place d'une fonction d'orientation professionnelle et de conseil au sein de chaque centre d'EFP partenaire afin de s'assurer que tous les stagiaires bénéficient d'un appui efficace lors de la transition vers l'emploi.

Outcome Intermédiaire 2 : Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - ont un accès inclusif, équitable et durable à des services sociaux de base de qualité, flexibles et innovants

Output 01 : Accès plus inclusif et équitable à une offre élargie de services de SDSR

Approche « scénarios » : le scénario A consistera à soutenir en régie un budget programme appliqué à la santé sexuelle et reproductive et/ou les achats stratégiques tels que « SP4PHC » dans le domaine des infrastructures et équipements liés à la SDSR, avec focus sur les trois districts sanitaires ciblés dans l'antenne de Koupéla. Pour ce faire, il s'agira au préalable de veiller à ce que certaines conditions minimales soient remplies :

- Que le budget-programme / achats stratégiques soient intégrés à la programmation et la chaîne des résultats du PA 2023 du Secrétariat Technique de la Réforme du Financement de la Santé (ST-RFS, MSHG)
- Dans le budget-programme, que le focus sur la SDSR, y compris la PF, soit confirmé.
- Qu'une coordination avec les parties prenantes qui travaillent sur ces dossiers soit établie, notamment avec la Team Europe et la Banque Mondiale.
- Que d'autres PTF contribuent à ce budget-programme / achats stratégiques.
- Que les autorités territoriales des trois districts sanitaires ciblés soient partie prenante du processus de changement vers le budget-programme / achats stratégiques.
- Que le fléchage géographique sur les trois districts de l'antenne Koupéla soit possible.

Le scénario B consistera, quant à lui, à financer directement (marché public) le fonctionnement des services de santé dans la logique de nexus humanitaire-paix-développement, en particulier dans le domaine de la SDSR, mais plus largement dans l'accès aux soins de santé primaires - élément central pour le renforcement de la viabilité du système de santé.

En ce qui concerne l'approche, l'offre sera renforcée en partant du niveau **communautaire**, à travers l'appui aux soins de santé primaires, plus spécifiquement :

- Le recrutement d'animateurs/trices parmi les PDI pour l'orientation, l'information et l'accueil des PDI dans les FS. Ils/elles seront formés à l'identification et au ciblage des PDI, à l'établissement de liens de confiance, à l'accompagnement/orientation des PDI vers les services de santé, formés également au suivi et reporting et sensibilisés à l'orientation et la communication d'informations. Cette activité visera à améliorer la fréquentation des services de santé et d'instaurer un climat de confiance entre les PDI et les prestataires de soins.
- Le renforcement du nombre et du déploiement des agents de santé à base communautaire (ASBC).

Au niveau plus **spécialisé**, la **prise en charge holistique et intégrée des VBG** reposera sur l'expérience accumulée dans le cadre de l'intervention SheDecides, notamment au travers du modèle de prise en charge multisectorielle du Centre Mère-Enfant de Tenkodogo – lequel a également intégré les services de réparation des fistules et MGF – mais aussi avec les cellules villageoises de veille, ainsi que les familles d'accueil. Ces acquis seront renforcés, au travers de l'approche territoriale intégrée, par un focus sur les références et contre-références et des synergies avec :

- Le OI 1 pour la réinsertion socio-économique de certaines victimes de violences précarisées,
- Le OI 5 sur le genre, en particulier le 2^e output sur le soutien à la concertation,
- Le 4^e output du OI 3 sur les volets de prise en charge juridique et judiciaire, de renforcement de capacités dans le cadre de la chaîne pénale et au travers la formation, sensibilisation des acteurs de la sécurité et de la justice.

L'augmentation des services de prise en charge des VBG reposera également sur un appui mesuré à des infrastructures existantes telles que les Centres Mère-Enfant et/ou les Centres de Jeunes de Tenkodogo et Koupéla où les besoins en matière de SDSR peuvent être abordés de manière holistique. Au vu des ressources disponibles pour ce faire, une priorisation de la/des infrastructure(s) à soutenir sera opérée au démarrage du portefeuille,

Par ailleurs, la demande de services sera stimulée par la diffusion **d'informations de santé sexuelle et reproductive de qualité** ainsi que par un travail participatif de **sensibilisation impliquant également les hommes et de promotion des droits à la santé**. Ces actions viseront notamment à réduire les barrières socio-culturelles, en particulier en matière de genre, dans l'accès aux services et pourront notamment être développées sur base de laboratoires de discussion avec la communauté (les jeunes en particulier) et des partenariats avec des acteurs académiques et de recherche en Belgique et au Burkina Faso. L'enjeu sera notamment de faire émerger des pratiques innovantes adaptées au contexte (ex. pièce de théâtre, danse, « role models ») et qui reposent une approche transformatrice à même d'induire un changement de comportement des populations et de contribuer à la lutte contre les VBG.

Output 02 : Qualité et flexibilité des services de SDSR renforcés

- En matière d'équipements et produits, il s'agira notamment de renforcer les **chaînes d'approvisionnement**, en particulier leur système de gestion, et de prioriser dans les formations sanitaires ciblées la **disponibilité** de contraceptifs et/ou d'équipements et produits vitaux en santé de la reproduction, en ce compris les produits sanguins labiles, pour permettre à ces formations sanitaires de respecter les normes en vigueur et aux utilisateurs/trices d'être bien soignés. Les **agents ASBC et accoucheuses villageoises (AV)** seront également soutenus dans une optique d'*integrated community case management*

en collaboration avec d'autres partenaires, particulièrement dans les zones rurales et péri-urbaines en proie à l'insécurité. Au vu des tensions liées au manque d'infrastructures, de médicaments et de personnel qualifié, et d'un certain climat de suspicion identifiés dans le diagnostic territorial, le soutien aux ASBC comportera également un volet de sensibilisation sur la prise en charge des accompagnant.e.s dans une perspective de prévention et gestion de conflits.

- Une **gestion plus durable des déchets médicaux** sera recherchée, impliquant principalement des activités "soft" de formations et coordination, en vue d'accompagner les structures de santé à se conformer au décret N°2008-009/PRES/PM/MS/MECV du 10 janvier 2008 portant organisation de la gestion des déchets biomédicaux et assimilés. Dans ce cadre, une synergie sera par ailleurs poursuivie avec l'Output 02_03_07 pour la gestion de l'eau/assainissement dans les CSPS.
- En ce qui concerne la **digitalisation**, la gestion informatisée des informations sanitaires, ainsi que le déploiement du système de gestion des données et des cas de VBG seront appuyés. En outre, l'expérience de **télé médecine** développée dans le cadre du portefeuille 2019-2023 sera capitalisée dans les districts sanitaires ciblés avec l'appui de l'Université Virtuelle du Burkina Faso afin de dématérialiser notamment certaines consultations de spécialistes, et d'offrir des services en ligne de santé reproductive aux jeunes et adolescents.
- Les **compétences des prestataires de soins** de santé sexuelle et reproductive et de services VBG, en ce compris les acteurs sociaux et de la justice et agents communautaires (AV et ASBC), seront renforcés pour la prise en charge des victimes de VBG, le référencement et contre-référencement, la réponse aux besoins spécifiques des adolescents et jeunes en matière de SSR, ainsi qu'en matière de PF et de soins de SRMN, y compris les SONU. Dans ce cadre, les expertises académiques et de recherche belges et/ou burkinabè, ainsi que celle de GRET – partenaire du projet SanCoTic de Wehubit – pourront être mobilisées pour former les prestataires sur les matières jugées prioritaires, y compris à distance, et pour lesquelles il manque de ressources locales, ainsi que pour mener une évaluation réaliste participative du protocole de prise en charge des VBG au CME de Tenkodogo. Au vu de la crise sécuritaire, un dialogue avec les autorités sera également entamé pour aborder la question de la répartition des ressources, notamment humaines et financières.
- Pour augmenter la flexibilité des services de santé, le **monitoring numérique de la fragilité et des déplacements et de leur impact sur les services de santé** sera assuré en coordination avec les humanitaires et avec l'aide d'acteurs communautaires et les autres personnes relais parmi les PDI dans l'optique de renforcer la flexibilité, d'éviter des goulots d'étranglement voire, un effondrement des services.
- Un **travail de recherche-action** pourra être mené autour de l'intégration des PDI dans la fourniture de services de santé en vue d'opérationnaliser le nexus humanitaire-développement.
- Un monitoring spécifique des vulnérabilités en termes d'**exposition aux VBG** sera recherché en coordination avec les autorités décentralisées et les acteurs humanitaires.

Output 03 : Gouvernance communautaire inclusive renforcée en matière de planification et de gestion de la santé

Il s'agira de renforcer ou de mettre en place des **mécanismes de gouvernance et de concertation communautaire autour des services de santé** qui incluent les PDI et groupes vulnérables et de créer un environnement propice au dialogue et à la **redevabilité**. En fonction des besoins identifiés, et en synergie avec les autres OI, dans chaque zone d'intervention, cela pourra passer par un appui au suivi-évaluation des activités de SRAJ, aux réseaux provinciaux de protection, à des cellules de veille citoyenne, au fonctionnement des comités de gestion de la santé ou encore de cadres communautaires de lutte contre les VBG et du dialogue entre PDI et communautés hôtes.

Output 04 : Les acteurs du secteur de l'éducation de base s'organisent pour lever les barrières à l'accès à des services inclusifs et équitables

- **Réhabiliter/construire des blocs de latrines/cabines GHM adaptées et inclusives ainsi que – si nécessaires - des forages pour assurer un accès à l'eau potable de manière durable dans les écoles ciblées par l'intervention.** Ces actions seront réalisées en synergie avec le volet eau et assainissement du OI 2 (coûts partagés à hauteur de 40% sur le budget éducation + 60% sur le budget eau et assainissement) et prendront en compte un système de mesure de leur qualité veillant au respect des normes et standards des ouvrages scolaires en vigueur ainsi qu'un suivi citoyen de leur réalisation, gestion et maintenance. L'objectif sera de renforcer les infrastructures scolaires en particulier pour les PDI et les communautés d'accueil dont l'accès est aujourd'hui bien trop limité et trop peu équitable. Une attention particulière sera également apportée à la promotion d'infrastructures sensibles au genre, aux enfants en situation de handicap et respectueuses de l'environnement. Des éléments tels que la gestion durable et transparente de l'école, la situation dans une zone à forte mobilité et pression humaines ainsi que la possibilité de synergies avec les autres services sociaux de base seront des critères parmi d'autres à prendre en compte dans le ciblage des écoles au démarrage de l'intervention.
- **Renforcer les alternatives éducatives (non formelles)** pour lutter contre le haut taux de décrochage scolaire exacerbé par un nombre de plus en plus élevé d'écoles fermées, particulièrement pour les enfants déplacés internes (EDI). Il s'agira de développer une offre alternative pouvant ensuite faire la passerelle vers l'éducation formelle, par exemple via l'éducation par la radio (EPR) ou la télévision via des animateurs endogènes communautaires formés en conséquence ou des émissions pré-enregistrées (comme le projet *Sarraounia 2* le fait au Niger) pouvant atteindre des zones difficilement couvertes (où les écoles sont fermées), tout en renforçant le dispositif de **profilage des élèves (EDI) hors écoles** pour les y ramener (identification des enfants qui sont en rupture ou en risque de rupture et suivi de leur scolarisation, surtout des filles, trop souvent gardées à la maison, surtout suite aux fermetures des écoles). Des formations alternatives visant à stimuler la créativité des jeunes (post-primaire) tels que les centres de fabrications fablab pourront également être renforcés. Cette activité fera l'objet d'une **Convention de Subsidés en octroi direct à l'ONG locale Tin Tua**, s'agissant de l'une des premières organisations locales à avoir initié les démarches alternatives adaptées au contexte du BFA et collaborant étroitement dans ce cadre avec le MENAPLN.
- **Réduire les coûts scolaires via un soutien matériel ciblé aux enfants plus vulnérables** sur le plan économique leur permettant d'accéder à l'éducation (EDI en particulier) : distribution de kits scolaires, vélos, etc. ainsi qu'une plus grande responsabilisation des parents/communautés pour réduire ces coûts (en lien avec l'activité de sensibilisation suivante).
- **Sensibiliser les parents et communautés locales aux préjugés/stéréotypes de genre (VBG, SDSR, GHM) - en synergie avec l'OI 5 - et au maintien absolu des enfants dans les écoles (droit à/bienfaits de l'éducation)** via des actions d'information et sensibilisation à travers notamment des activités culturelles (théâtre-action) ou les médias (radio, etc.) avec une attention particulière sur le rôle à jouer des leaders d'opinion, vecteurs clés pour faire passer des messages importants. Ceci devra se faire de manière contextualisée en fonction des localités et fera l'objet d'une **Convention de Subsidés en octroi direct avec Africalia asbl**, déjà bien implantée - d'une manière unique - en appui aux organisations faitières et aux acteurs culturels de différents niveaux depuis de nombreuses années au Burkina Faso.
- **Renforcer l'accès des enfants déplacés internes (EDI) à l'état civil** (octroi via jugement supplétif) à travers un travail de plaidoyer auprès des autorités locales pour

l'obtention de documents d'identité leur permettant de s'inscrire dans l'éducation formelle et de passer leurs examens, notamment via l'organisation d'audiences foraines pour la délivrance des actes de naissance au profit des EDI et des communautés hôtes vulnérables (dans la continuité de l'intervention *Fragilité* et en synergie avec l'OI 3).

Output 05 : Les acteurs de l'éducation et les élèves participent au renforcement de la qualité & flexibilité des établissements scolaires

- **Renforcer le développement professionnel des enseignant.e.s tout en renforçant les matières, apprentissages & approches pédagogiques :** renforcer les compétences et connaissances spécifiques dès la formation initiale en la dynamisant davantage via un appui spécifique à l'Institut National de Formation des Personnels de l'Education de Tenkodogo (pour le primaire) et à l'Ecole Normale Supérieure de Koudougou (pour le post-primaire) ; renforcer la formation continue (quasiment inexistante actuellement) ; proposer une offre alternative comme par exemple des modules d'éducation à distance via des technologies hybrides ou offline telles que développées avec l'Université virtuelle du Burkina Faso, des centres numériques telles que les bibliothèques numériques développées dans le cadre de l'intervention Paas Panga ou encore à travers des solutions issues de méthodologies centrées sur l'humain.
Les compétences/sujets prioritaires de renforcement des enseignant.es (et animateurs de la vie scolaire-AVS pour certains sujets) pour l'antenne de Koupéla sont les suivants (toutefois un choix devra être opéré en fonction d'une analyse plus approfondie des priorités des acteurs des écoles ciblées, tout en restant flexibles à d'autres besoins, dans la limite du budget disponible) :
 - o la gestion de grands groupes/classes,
 - o le suivi pédagogique et les méthodes d'évaluation (approche pédagogique intégratrice-API pour le primaire/approche par compétences pour le post-primaire),
 - o la pédagogie sensible au genre & inclusive (filles, enfants en situation de handicap-ESH, enfants déplacés internes-EDI, orphelins et enfants vulnérables-OEV),
 - o la sécurité au sein de l'école,
 - o l'éducation à la paix, à la citoyenneté et à l'environnement (notamment via la gestion des déchets et les potagers scolaires),
 - o les STE(A)M (donner goût aux expérimentations plus techniques via les maths, les Sciences de la Vie et la Terre-SVT, les sciences physiques),
 - o la digitalisation (en appui aux prépas de cours et recherche d'information),
 - o les approches innovantes (comme le design thinking).
- **Renforcer - via des modules et activités pédagogiques - les compétences de vie (life skills) des enfants et des jeunes :** compétences du 21ème siècle (créativité, esprit critique, communication, coopération, autonomisation, leadership, etc.) ; sensibilisation SDSR ; sensibilisation à l'environnement et aux changements climatiques (via la gestion des déchets, potagers scolaires) ; éducation à la citoyenneté et promotion du civisme à l'école pour favoriser le vivre-ensemble, etc.
- **Soutenir des initiatives et clubs (extra)scolaires** pour créer une dynamique de *project-based learning* et *learning by doing* au profit des élèves avec l'implication de la communauté éducative afin d'assurer leur durabilité au sein des écoles ciblées (projets de vie collaboratifs pour et par les élèves).
- **Organiser un voyage d'étude et d'inspiration** dans un pays partenaire d'Enabel ayant développé des approches innovantes dans l'apprentissage à distance pour les

enseignants et les élèves via les nouvelles technologies (comme le projet *Sarraounia 2* au Niger qui passe via des émissions numériques pour diffuser des cours via la radio ou les télévisions communautaires). Cette activité est incluse dans le volet 'développement professionnel des enseignant.e.s' ci-dessus.

Output 06 : Les utilisateurs des services et ressources en matière d'éducation prennent leurs responsabilités pour une gestion durable & inclusive

- **Renforcer les capacités des structures de gouvernance scolaire** (compétences en management scolaire : budget, temps de travail/pause, inspection, hygiène et assainissement, environnement inclusif, protecteur et stimulant, gestion et maintenance des établissements, etc.).
- **Renforcer les capacités des COGES/APE/AME** (participation citoyenne, suivi et contrôle), notamment via des activités d'information et de sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités ou encore le développement de mécanismes de discussions inclusifs et participatifs (tels que par exemple des groupes *WhatsApp* ou assises communautaires incluant les parents d'élèves, professeurs, directeur d'école, leaders communautaires) afin de faciliter la communication autour de défis tels que le décrochage scolaire, les grossesses précoces, l'inclusion des EDI, etc.
- **Appuyer la mise en place de cadres de concertation « éducation » inclusifs et participatifs** (notamment pour les PDI).
- **Recherche-action d'accompagnement de la qualité et de la flexibilité** : l'assurance en matière de qualité et flexibilité des établissements scolaires sera assurée par la mise en place d'une recherche-action (appuyée par l'expertise d'une consultance internationale) permettant la (ré)orientation des actions de l'intervention en matière d'éducation de base tout au long de la mise en œuvre, dès que jugé nécessaire/pertinent.

Output 07 : Les acteurs du secteur de l'eau potable et de l'assainissement prennent des mesures pour une meilleure adéquation de l'offre à la demande des services liés

- A Fada, renforcer l'offre en eau potable via une amélioration du réseau de distribution tertiaire, la distribution de kits pour branchements particuliers partiellement pris en charge par l'utilisateur et un renfort pour la défense incendie.
- Dans le Centre-Est, renforcer l'offre en eau potable pour les populations hôtes et déplacées ainsi que dans les écoles et CSPS en travaillant au niveau de la production d'eau potable via des forages à gros débits (min 20 m³/h) et leur connexion aux réseaux existants.
 - Recherche et cartographie poussées de la ressource en eau pour identifier les zones productives. Cette étude sera accompagnée d'une évaluation des capacités de recharge des nappes et de propositions d'aménagements qui assureraient la recharge,
 - Construction et équipement de forages à gros débits (min 20 m³/h),
 - Connexion des CPE aux réseaux existants et amélioration de la distribution,
 - Connexion en priorité des zones peu desservies, des institutions (CSPS, Ecoles) et des sites d'accueil via une extension des réseaux et/ou des forations supplémentaires en tenant compte des coûts par rapport au nombre de personnes desservies.
- Réhabiliter/construire des blocs de latrines/cabines GHM adaptées et inclusives au sein des écoles, CSPS et sites d'accueil ciblés par l'intervention.
- Travailler sur des expériences pilotes innovantes proposées notamment par les citoyens pour valoriser les déchets de l'assainissement et la gestion des déchets dans les CSPS et les écoles (activité mutualisée avec le volet santé et éducation).

- Renforcer de manière durable la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement notamment via les approches pilotées par la communauté (ATPC) et par les leaders (ATPL) en priorité vers les communautés nouvellement arrivées en ville afin de diminuer l'incidence des maladies d'origine hydrique.

Output 08 : Les acteurs et opérateurs s'organisent pour renforcer la qualité & la flexibilité des services d'eau potable et d'assainissement

- Mise en place de formations professionnalisantes liées aux métiers de l'eau principalement en zone rurale (plombiers, maintenancier pompe solaire, etc.) et l'assainissement (maçons pour latrines, biodigesteurs) avec un suivi et une aide à l'achat de kits de démarrage pour lancer cette nouvelle activité professionnelle. Cette activité se fera en collaboration avec les DREA et l'ONEA.
- Intégrer les besoins en eau et assainissement des populations déplacées de la planification urbaine de ses services via l'utilisation d'expériences réussies au Burkina comme le monitoring des fragilités avec l'indice de migration des trajectoires de déplacement et le concept des Schémas Directeurs d'Urgences Concertés utilisés par le projet Nex'eau et portés par Solidarités Internationale, URD et le GRET.

Output 09 : Les acteurs et utilisateurs agissent pour une meilleure gestion durable & inclusive des services offerts et des ressources en matière d'eau potable et d'assainissement

- Une évaluation des besoins réels en termes de renforcement des capacités techniques des structures en charge des infrastructures d'eau potable et d'assainissement.
- Mise en place et/ou renforcement des capacités techniques des structures en charge des infrastructures d'eau potable et d'assainissement (ONEA, services techniques communaux, AUE) notamment en termes de maintenance des infrastructures et de la Maitrise d'Ouvrage Communale.
- Renforcement des capacités techniques des COGES des écoles et CSPP par les services techniques Eau/Assainissement afin d'améliorer la gestion durable des infrastructures liés à l'eau et l'assainissement au sein des écoles et CSPP.
- Mettre en place et appuyer les comités de gestion et d'entretien des ouvrages d'assainissement (public, institutionnel et privé).

Outcome Intermédiaire 3 : les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - recourent à des espaces de dialogue et de prévention des conflits qui promeuvent la cohabitation et à des mécanismes de gestion des conflits qui renforcent la cohésion sociale

Output 01 : Les communautés et acteurs des territoires connaissent mieux les causes des conflits et les mécanismes de régulation

- Cartographie des conflits, des parties prenantes aux conflits. Identification des facteurs déclencheurs y inclus la compréhension de l'articulation de différents facteurs tels l'arrivée massive de PDI's, couplée à la question de la gestion durable des ressources naturelles et en particulier dans un contexte aggravé par les défis des changements climatiques (en milieu rural mais également à travers l'appui pour des villes plus résilientes). Cette cartographie devra être réalisée de façon participative avec les communautés concernées, par exemple sous forme de recherche-action etc.).

- Cartographie des espaces de dialogue, de prévention et gestion des conflits (suite du diagnostic) et compréhension des trajectoires suivis par les populations parmi ces espaces (comprendre ce qui marche en termes de mécanisme de concertation/dialogue et pourquoi).
- Renforcement des capacités des ONAPGREGECC déconcentrés, y inclus poursuite plateforme digitale mise en place par Projet Paas-Panga et en collaboration avec expérience OIM sur le Nord et Sahel (gestion en temps réel de la plateforme pour mesurer la fréquence des conflits par territoire/ communautés et déployer les ressources adéquates).
- Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière d'analyse sensible aux conflits et de collecte de données auprès des bénéficiaires/ acteurs impliqués (i.e. psychologie, empathie, outils numériques type Kobotoolbox, etc).
- Renforcement des capacités des acteurs étatiques et de la société civile en pratique systémique (approche innovante de résolution de problèmes qui se concentre sur les relations entre les différents éléments d'un système- notamment en lien avec l'articulation/combinaison de plusieurs facteurs de conflits et de crise.

Output 02 : *Les communautés et acteurs des territoires développent des espaces de dialogue et mécanismes de prévention et de médiation inclusifs et qui promeuvent la cohabitation*

- Conception et diffusion d'outils d'Information/ sensibilisation des communautés aux mécanismes existant en utilisant une approche basée.
- Sensibilisation des leaders communautaires sur la prévention et gestion conflits.
- Renforcement des leaders communautaires et instances de conciliation dans leurs compétences en médiation (via des expertises externes et/ou des apprentissages/ modules numériques à distance (soit directement intégrés dans la plateforme des gestions des conflits du projet PaasPanga, soit dans l'adaptation d'une plateforme type SanCotic) pour assurer un apprentissage et support continu.
- Appui à l'inclusivité des espaces existants et accompagnement des groupes de représentation des PDIs à côté des communautés hôtes.
- Renforcement des comités de veille et développement et/ou appui à leur installation, en promouvant une approche fondée sur les droits humains.
- Appui à une participation effective des femmes dans les organes de conciliation et de prévention des conflits.
- Développement d'une cellule d'écoute spécifique pour les femmes et en particulier les femmes PDIs victime de violence (espace les mettant à l'aise pour témoigner, appeler un numéro spécial si ne peuvent se déplacer.
- Appui à la sécurité dans une approche multi-acteurs au niveau local (réalisation de diagnostics partagés, voir aussi expérience AGORA de Impact).
- Renforcement du système de conciliation foncière au niveau village et des liens avec les structures du système judiciaire (voir output 3 ci-dessous).
- Sensibilisation des jeunes aux conflits communautaires au travers d'initiatives artistiques (théâtre, slam, musique, danse), nouvelles technologies et d'espaces de dialogue sur la création de solution innovantes dans la gestion des conflits.

Output 03 : *Les communautés et acteurs des territoires bénéficient de mécanismes de gestion des conflits qui contribuent à diminuer les inégalités et renforcer la cohésion sociale*

- Appui à l'organisation de cadres de concertation rassemblant les acteurs de la chaîne pénale en vue d'en renforcer l'efficacité et la redevabilité vis-à-vis des justiciables en capitalisant sur l'expérience du projet PARJI.

- Appui au renforcement de l'articulation entre justice moderne et coutumière démarrant par un diagnostic approfondi de la situation existante et identification des leviers potentiels (focus sur les questions foncières et CCFV) - à partir des TGI de Tenkodogo et Koupèla et des tribunaux départementaux de la zone d'intervention.
- Appui au contrôle du respect des droits humains dans les lieux de détention et préparation à la réinsertion professionnelle.
- Mise en place de dispositif d'appui à la réinsertion professionnelle (en synergie avec R1).
- Sensibilisation des acteurs aux peines alternatives à la détention - projet pilote.
- Si contexte institutionnel se confirme favorable, projet pilote de type "maison de justice" en vue de l'opérationnalisation de la médiation pénale pour majeurs.

Outcome Intermédiaire 4 : Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI's et les groupes vulnérables- prennent part à une planification et gestion des territoires intégrée et inclusive et qui stimule la collaboration entre acteurs du territoire

Output 01 : Les capacités techniques des acteurs du territoire et communautés en matière d'aménagement du territoire et de développement territorial sont renforcées

- Diagnostic approfondi de l'évolution des dynamiques urbaines (y inclus impacts des déplacements de personnes) à Koupèla et Pouytenga prioritairement (approfondissement des études réalisée par l'Intervention fragilités).
- Adaptation des outils de planification urbaine (POS, schéma directeurs urbains...) en tenant compte des vulnérabilités liées à la situation d'urgence et aux enjeux environnementaux et de changement climatique.
- Renforcement des espaces de collaboration/ concertation entre acteurs publics et privés en partant de projets concrets (notamment investissements structurants, améliorations de l'environnement des affaires, délégations de gestion et autres partenariats publics-privés etc.
- Structuration et support des services du foncier rural (en capitalisant sur l'expérience Entreprenariat et PARJI).
- Renforcement des capacités ciblés sur les outils d'observation territoriale et de planification en mettant l'accent sur une planification sensible à l'inclusion et au genre.
- Renforcement des capacités et réalisations d'études techniques spécifiques liées à l'aménagement du territoire en lien en particulier avec les outcome 1 et 2 de l'intervention.

Output 02 : Les acteurs des territoires renforcent le monitoring des vulnérabilités et fragilités et alimentent la réponse d'urgence et la planification de plus long terme

- Mise en place (en capitalisant sur l'intervention fragilités) de systèmes de monitoring des fragilités et vulnérabilités au niveau local pilotés par les acteurs des territoires et renforcement des capacités, coaching des services techniques et autres acteurs impliqués.
- Appui à une planification de contingence (crise) et de développement participative et inclusive (dans le cadre notamment de l'élaboration/revue des plans communaux et régionaux développement au retour des collectivités locales).
- Appui à l'administration pour une approche participative et inclusive des communautés en présence en particulier pour intégrer la question des déplacements et y apporter une réponse structurée (en lien avec l'output ci-dessus).
- Renforcement rôle des femmes & jeunes et PDI's à travers des mécanismes de collaboration innovants.

Output 03 : *Les citoyen.nes s'engagent et participent à une planification et un développement territorial plus intégré et inclusif*

- Renforcement des capacités des comités de veille et développement dans leur rôle d'action citoyenne et d'interface avec les acteurs publics au niveau local.
- Renforcement des capacités des OSC pour le suivi de la mise en œuvre des plans locaux de développement sur la participation citoyenne, le genre et le développement local.
- Organisation de la journée annuelle des collectivités.
- Organisation d'espaces/ ateliers de co-création (au sein des villes) permettant de faire émerger les initiatives/projets citoyens) avec participation effective des femmes et des jeunes.
- Financement d'un nombre d'initiatives de co-création mettant ensemble citoyens/société civile et acteurs publics au niveau local autour des défis urbains/petits projets d'aménagement des espaces publics, projets sociaux, culturels etc.
- Activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des partenaires institutionnels en innovation.

Outcome Intermédiaire 5 : *Les acteurs institutionnels et contractuels, la société civile, le personnel d'Enabel Burkina Faso adressent les causes profondes des inégalités de genre de genre*

Output 01 : *Les acteurs étatiques et non étatiques adoptent une réflexion stratégique sur les questions d'égalité de genre*

- Créer un cluster sur rétention des filles à l'école, permettant de réunir les acteurs.trices œuvrant dans le même domaine, afin de proposer une réflexion stratégique concertée
- S'appuyer sur l'analyse genre réalisée dans le cadre de la formulation pour affiner et alimenter une base de données dans les territoires de Koupèla
- Réaliser une cartographie des acteurs du territoire œuvrant dans le domaine du genre et en particulier de la rétention des filles en appui au OI2, en tenant des réunions ou des bulletins d'informations et de remontée des données mensuellement
- Appuyer les cellules genre sectorielles en termes de profond changement de pratiques en particulier en mettant l'accent sur la scolarisation féminine afin d'adresser les causes profondes de celle-ci : économiques, sociales, culturelles, et d'y répondre avec efficacité dans une démarche pérenne (tenue de réunions périodiques et pérennes, procédures mises en œuvre pour la durabilité de ces rencontres et collaborations). Vulgariser les documents et outils existants sur cette question en particulier.
- Appuyer la société civile à l'acquisition d'outils de planification et de monitoring spécifiques au genre, tels que le budget sensible au genre, le Gender-procurement, formations, découverte et appropriation d'outils et de logiciels de gestion de projets, gestion de la planification sensible au genre.
- Appui à l'Institut National des Statistiques et de la Démographie (INSD) et le Ministère chargé du Genre pour la mise à jour des données SIGI OCDE sur les inégalités de genre : suivi, appui à la mise en œuvre de la collecte des données.

Output 02 : *Les équipes des interventions, le management et les acteurs territoriaux agissent collectivement pour garantir les synergies en matière de genre afin d'atteindre l'objectif transformateur ambitionné par le Programme*

- Collaborer avec les partenaires du sous cluster VBG à la mise en place d'un Standard National sur les VBG et à leur suivi, en appui au projet mis en œuvre par le FNUAP.

- Soutien aux activités menées dans l’OI 2 sur la prise en charge holistique des survivantes de VBG : appui à l’expertise, aux liens entre les secteurs, regrouper les informations par un mapping des acteurs.trices et de leurs activités, créer le lien entre les secteurs Santé et Cohésion sociale sur cette question.
- Appuyer les secteurs Santé et Cohésion sociale à la création d’outils ; de formations, de supports de sensibilisation en assurant l’expertise, en appuyant la création d’outils et le learning des expériences passées.

1.1.2. Enveloppe budgétaire au niveau des activités

Budget en Euro	Les acteurs et les communautés des territoires ciblés du Centre-Est et de Fada N'Gourma font face aux chocs, s'adaptent et innovent en valorisant leurs potentiels pour un développement inclusif, équitable et durable dans un climat apaisé	BUDGET TOTAL	%
A	Les communautés – en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les personnes vulnérables - saisissent les opportunités socio-économiques porteuses grâce à une intégration renforcée dans les chaînes de valeur agricole et de l'économie verte	4 866 540	30%
A 01	<i>Les producteurs et productrices agricoles contribuent davantage à la sécurité alimentaire grâce à leur intégration dans des chaînes de valeur inclusives et résilientes</i>	1 954 540	12%
A 01 01	Renforcer les dispositifs d'accompagnement des exploitations familiales et des coopératives	360 000	2%
A 01 02	Améliorer la qualité et la pertinence des services financiers et non financiers dans les chaînes de valeur porteuses	533 472	3%
A 01 03	Améliorer l'environnement productif, en particulier les aménagements productifs	1 061 068	7%
A 02	<i>Les (micro-)entrepreneurs urbains des chaînes de valeur agricole et de l'économie verte et les PDI bénéficient d'un renforcement de l'écosystème entrepreneurial</i>	1 873 500	12%
A 02 01	Environnement des affaires amélioré	350 000	2%
A 02 02	Renforcement de l'écosystème financier et non financier	810 000	5%
A 02 03	Dispositifs d'accompagnement et de coaching aux PME	713 500	4%
A 03	<i>Les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables prennent part aux initiatives économiques en étant stimulés par des dispositifs de formation techniques, professionnels et entrepreneuriaux pertinents et adaptés aux besoins du marché</i>	1 038 500	6%
A 03 01	Améliorer la qualité et la pertinence de l'offre (en adéquation avec les besoins du marché) Hypothèse : 3 centres - 2 Régions	435 000	3%
A 03 02	Augmenter l'offre d'EEP non formel de qualité et adapté au marché du travail	460 000	3%
A 03 03	Améliorer l'accès des jeunes, en particulier des jeunes femmes et des PDI, à un EFP de qualité	143 500	1%
B	Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - ont un accès inclusif, équitable et durable à des services sociaux de base de qualité, flexibles et innovants	6 729 012	42%
B 01	<i>Accès plus inclusif et équitable à une offre élargie de services de SDSR</i>	825 812	5%
B 01 01	Augmentation du volume de l'offre SDSR	594 715	4%
B 01 02	Sensibilisation/orientation sur services SDSR	231 097	1%
B 02	<i>Qualité et flexibilité des services de SDSR renforcés</i>	1 000 000	6%
B 02 01	Approvisionnement équipements et produits SDSR	415 000	3%
B 02 02	Digitalisation	170 000	1%
B 02 03	Renforcement de capacités	295 000	2%
B 02 04	Flexibilité des services	120 000	1%
B 03	<i>Gouvernance communautaire inclusive renforcée en matière de planification et de gestion de la santé</i>	210 000	1%
B 03 01	Mécanisme de gouvernance et concertation	210 000	1%
B 04	<i>Les acteurs du secteur de l'éducation de base s'organisent pour lever les barrières à l'accès à des services inclusifs et équitables</i>	353 400	2%
B 04 01	Levée des barrières à l'accès à l'éducation	353 400	2%
B 05	<i>Les acteurs de l'éducation et les élèves participent au renforcement de la qualité & flexibilité des établissements scolaires</i>	906 000	6%
B 05 01	Développement professionnel des enseignant.e.s	610 000	4%
B 05 02	Appui à la mise en place de modules et activités pédagogiques pour les élèves	296 000	2%
B 06	<i>Les utilisateurs des services et ressources en matière d'éducation prennent leurs responsabilités pour une gestion durable & inclusive</i>	280 000	2%
B 06 01	Mécanismes de gouvernance locale et concertation	280 000	2%
B 07	<i>Les acteurs du secteur de l'eau potable et de l'assainissement prennent des mesures pour une meilleure adéquation de l'offre à la demande des services liés</i>	2 673 800	17%
B 07 01	Renforcement du réseau tertiaire de la ville de Fada pour connecter les institutions (CSPS, écoles) et particuliers	777 900	5%
B 07 02	Renforcer l'offre en eau potable via la construction/réhabilitation d'infrastructures de qualité, inclusives et adaptées (Centre de Production d'Eau à partir des forages à gros débit).	1 144 900	7%
B 07 03	Renforcer l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les écoles, les CSPS et les sites d'accueil > coûts partagés (40% éducation/santé / 60% eau & assainissement)	451 000	3%
B 07 04	Valoriser des déchets de l'assainissement pour favoriser l'économie circulaire (biodigesteur, potagers & cantine scolaire, etc.)	120 000	1%
B 07 05	Renforcer les approches transformatrices des normes sociales et culturelle - sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement (via l'ATPC et l'ATPL, hygiène des mains, gestion des déchets).	180 000	1%
B 08	<i>Les acteurs et opérateurs s'organisent pour renforcer la qualité & la flexibilité des services d'eau potable et d'assainissement</i>	215 000	1%
B 08 01	Appui à la formation sur les métiers de l'eau (plombiers, maintenancier pompe solaire, etc.) et sur les métiers de l'assainissement (maçons pour latrines, biodigesteurs)	90 000	1%
B 08 02	Prise en compte des populations hôtes et déplacées dans la planification	125 000	1%
B 09	<i>Les acteurs et utilisateurs agissent pour une meilleure gestion durable & inclusive des services offerts et des ressources en matière d'eau potable et d'assainissement</i>	265 000	2%
B 09 01	Mécanismes de gouvernance locale et concertation	265 000	2%

C	Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - recourent à des espaces de dialogue et de prévention des conflits qui promeuvent la cohabitation et à des mécanismes de gestion des conflits qui renforcent la cohésion sociale		1 245 000	8%
C 01	<i>Les acteurs des territoires et communautés connaissent mieux les causes des conflits et les mécanismes de régulation</i>		350 000	2%
C 01 01	Cartographie des conflits		20 000	0%
C 01 02	Renforcement capacités des observatoires au niveau local		230 000	1%
C 01 03	Renforcement des acteurs locaux en analyse sensible au conflit		100 000	1%
C 02	<i>Les acteurs des territoires et communautés développent des espaces de dialogue et mécanismes de prévention et de médiation inclusifs qui promeuvent la cohabitation</i>		525 000	3%
C 02 01	Information/sensibilisation des communautés aux mécanismes existant		175 000	1%
C 02 02	Renforcement des capacités CoDEV		50 000	0%
C 02 03	Appui à des organes de prévention et conciliation inclusifs		150 000	1%
C 02 04	Appui diagnostics territoriaux partagés		100 000	1%
C 02 05	Recherche action mécanismes inclusifs		50 000	0%
C 03	<i>Les acteurs des territoires et communautés bénéficient de mécanismes de gestion des conflits qui contribuent à diminuer les inégalités et renforcer la cohésion sociale</i>		370 000	2%
C 03 01	Renforcement système judiciaire territorial		170 000	1%
C 03 02	Appui réinsertion post détention		150 000	1%
C 03 03	Appui formes alternatives de justice (pilote médiation)		50 000	0%
C 03 03 01	Appui formes alternatives de justice (pilote médiation)		50 000	
D	Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - prennent part à une planification et gestion territoriale intégrée, participative et inclusive et qui stimule la collaboration entre acteurs du territoire		875 000	5%
D 01	<i>Les capacités techniques des acteurs du territoire et communautés en matière d'aménagement du territoire et de développement territorial sont renforcées</i>		425 000	3%
D 01 01	Diagnostiques et mise à jour outils planification/urbanisme		75 000	0%
D 01 02	Formation des services techniques (2 pôles)		100 000	1%
D 01 03	Renforcement des cadres de concertation inclusifs (femmes et PDI's notamment)		100 000	1%
D 01 04	Renforcement gestion foncière (lien R1)		100 000	
D 01 05	Appui international développement territorial		50 000	
D 02	<i>Les acteurs des territoires renforcent le monitoring des vulnérabilités et fragilités et alimentent la réponse d'urgence et la planification de plus long terme</i>		150 000	1%
D 02 01	Etudes et diagnostics des dynamiques urbaines		100 000	1%
D 02 02	Expertise externe formations sensible au conflit		50 000	0%
D 03	<i>Les citoyen.nes s'engagent et participent à une planification et un développement territorial plus intégré et inclusif</i>		300 000	
D 03 01	RC des OSC pour la participation aux stratégies de développement local		100 000	
D 03 02	Appui aux initiatives citoyennes issues de la co-création		200 000	
E	Les acteurs institutionnels et contractuels, la société civile, le personnel d'Enabel au Burkina Faso adressent les causes profondes des inégalités de genre		230 000	1%
E 01	<i>Les acteurs étatiques et non étatiques adoptent une réflexion stratégique sur les questions d'égalité de genre</i>		185 000	1%
E 01 01	Créer et animer un sous cluster sur la protection des filles à l'école		59 000	0%
E 01 02	Appuyer les cellules genres sectorielles en termes de profond changement de pratiques dans l'éducation des filles, l'économique, et le socio culturel		46 000	0%
E 01 03	Appuyer la société civile à l'acquisition d'outils de planification et de monitoring spécifiques au genre, tel que le budget sensible au genre, le Gender-procurement		30 000	0%
E 01 04	Appui à l'Institut Nationale des statistiques et de la Démographie (INSD) et le Ministère chargé du Genre pour la mise à jour des données SIGI OCDE sur les inégalités de genre		50 000	
E 02	<i>Les équipes des interventions, le management et les acteurs territoriaux agissent collectivement pour garantir les synergies en matière de genre afin d'atteindre l'objectif transformateur ambitionné par le Programme</i>		45 000	0%
E 02 01	Mise en place d'un cadre de concertation Genre		25 000	0%
E 02 02	Capitalisation des principales actions en matière de Genre		20 000	0%
Z	Moyens généraux		2 102 151	13%
Z 01	<i>Investissements</i>		262 000	2%
Z 01 01	Véhicules		188 000	1%
Z 01 02	Mobilier Equipement et Rénovation de bureaux		40 000	0%
Z 01 03	Equipement IT		34 000	0%
Z 02	<i>Frais de fonctionnement</i>		1 630 151	10%
Z 02 01	Loyer et charges bureau		316 416	2%
Z 02 02	Frais de déplacement & Missions		421 252	3%
Z 02 03	ICT & communication & Expedition		310 712	2%
Z 02 04	Autres frais de fonctionnement		581 771	4%
Z 03	<i>Audit, M&E et Capitalisation</i>		210 000	1%
Z 03 01	Audit		40 000	0%
Z 03 02	Monitoring & Evaluation & Capitalisation		170 000	1%
TOTAL			16 047 703	100%

1.1.3. Ressources financières et humaines

Liste du personnel prévu

Document Technique Explicatif (DTE)									
Titre publication	Unité	Effectif	%	Durée en mois	Classe	Montant unitaire	Fonction générique	Date début souhaitée	Lieu d'affectation
Unité Expertise Mutualisée									
Expatriée									
Expert Sectoriel et Thématique, Santé	homme.mois	1	100%	48	6	16 500	Expert	01.01.24	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, aut. socio-éco	homme.mois	1	100%	48	6	16 500	Expert	01.01.24	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, Prévention et Gestion des conflits	homme.mois	1	100%	48	6	16 500	Expert	01.01.24	Ouaga
Locale									
Expert Sectoriel et Thématique, Gouvernance Locale	homme.mois	0,5	100%	48	6	4 900	Expert	01.11.23	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, Education	homme.mois	1	100%	48	6	4 900	Expert	01.11.23	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, Eau/Assainissement	homme.mois	1	100%	48	6	4 900	Expert	01.11.23	Ouaga
Intervention Officer, Infrastructures	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Ouaga
Intervention Officer, Digitalisation/Innovation	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Ouaga
Intervention Officer, Genre	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Ouaga

Intervention 1: Koupéla									
Expertise									
Expatriée									
N/A									
Locale									
Intervention Manager, Territoires de Koupéla	homme.mois	1	100%	48	6	4 900	IM	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, SDSR	homme.mois	1	100%	48	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Santé	homme.mois	1	100%	48	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Education	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Eau/Assainissement	homme.mois	1	100%	30	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Agent Terrain Genre, Kouléla	homme.mois	1	100%	42	4	2 500	AT	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Chaînes de valeur	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Entreprenariat/accès au financement	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Insertion Professionnelle	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Gouvernance Locale & Participation Citoyenne	homme.mois	0,7	100%	48	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Prévention Conflits & Nexus	homme.mois	0,7	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Gestion Foncière	homme.mois	0,7	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Planification et Gestion Urbaine	homme.mois	0,7	100%	48	5	3 700	IO	01.11.23	Kaya
Support									
Expatriée									
RAFi	homme.mois	0,5	100%	48	6	16 500	RAF	01.01.24	Ouaga
ECAi	homme.mois	0,35	100%	48	5	16 500	ECA	01.01.24	Ouaga
Locale									
Contrôleur de Gestion	homme.mois	1	100%	48	5	3 700	Contrôleur de Gestion	01.11.23	Ouaga
Comptable	homme.mois	2	100%	48	4	2 500	Comptable	01.11.23	Koupéla
Assistant Admin. Fin.	homme.mois	1	100%	48	3	1 700	Assistant Admin.	01.11.23	Koupéla
ICT Officer	homme.mois	0,35	100%	48	5	3 700	ICT	01.11.23	Ouaga
ECAAn	homme.mois	0,35	100%	42	5	3 700	ECA	01.11.23	Ouaga
Acheteur Public	homme.mois	1	100%	42	4	2 500		01.11.23	Ouaga
Coordonateur Logistique	homme.mois	0,35	100%	48	5	3 700		01.11.23	Ouaga
Gestionnaire Logistique	homme.mois	1	100%	48	4	2 500		01.11.23	Koupéla
Assistant Admin. & Log.	homme.mois	2,4	100%	48	3	1 700		01.11.23	Koupéla/Ouaga
Chauffeurs OPS	homme.mois	4	100%	48	1B	1 060	Driver	01.11.23	Koupéla
Chauffeur Support	homme.mois	2	100%	48	1B	1 060	Driver	01.11.23	Koupéla
MEAL officer	homme.mois	1	100%	48	5	3 700		01.11.23	Koupéla
Learning & Development Officer	homme.mois	0,5	100%	3	5	3 700		01.11.23	Ouaga
Security Officer	homme.mois	1	100%	48	5	3 700		01.11.23	Koupéla
Collaborateur Polyvalent 1	homme.mois	1	100%	48	1A	860		01.11.23	Koupéla
Collaborateur Polyvalent 2	homme.mois	0,5	100%	48	1A	860		01.11.23	Ouaga

1.2. Intervention 2 – Appui à la résilience au Centre-Nord et Plateau Central

1.2.1. Description des activités

Une série d'activités indicatives ont été envisagées pour l'atteinte des outputs de l'intervention. Elles sont reprises ci-dessous par domaines de résultat.

Outcome Intermédiaire 1 : Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - ont un accès inclusif, équitable et durable à des services sociaux de base de qualité, flexibles et innovants

Output 01 : Accès plus inclusif et équitable à une offre élargie de services de SDSR

Approche « scénarios » : le scénario A consistera à soutenir en régie un budget programme appliqué à la santé sexuelle et reproductive et/ou les achats stratégiques tels que « SP4PHC » dans le domaine des infrastructures et équipements liés à la SDSR, avec focus sur le district sanitaire de Zorgho. Pour ce faire, il s'agira au préalable de veiller à ce que certaines conditions minimales soient remplies :

- Que le budget-programme / achats stratégiques soient intégrés à la programmation et la chaîne des résultats du PA 2023 du Secrétariat Technique de la Réforme du Financement de la Santé (ST-RFS, MSHG)
- Dans le budget-programme, que le focus sur la SDSR, y compris la PF, soit confirmé.
- Qu'une coordination avec les parties prenantes qui travaillent sur ces dossiers soit établie, notamment avec la Team Europe et la Banque Mondiale.
- Que d'autres PTF contribuent à ce budget-programme / achats stratégiques.
- Que les autorités territoriales des deux districts sanitaires ciblés soient partie prenante du processus de changement vers le budget-programme / achats stratégiques.
- Que le fléchage géographique sur les deux districts de l'antenne Kaya soit possible.

Le scénario B consistera, quant à lui, à financer directement (marché public) le fonctionnement des services de santé dans la logique de nexus humanitaire-paix-développement, en particulier dans le domaine de la SDSR, mais plus largement dans l'accès aux soins de santé primaires - élément central pour le renforcement de la viabilité du système de santé.

En ce qui concerne l'approche, l'offre sera renforcée en partant du niveau **communautaire**, à travers l'appui aux soins de santé primaires, plus spécifiquement :

- Le recrutement d'animateurs/trices parmi les PDI pour l'orientation, l'information et l'accueil des PDI dans les FS. Ils/elles seront formés à l'identification et au ciblage des PDI, à l'établissement de liens de confiance, à l'accompagnement/orientation des PDI vers les services de santé, formés également au suivi et reporting et sensibilisés à l'orientation et la communication d'informations. Cette activité s'inscrira dans la perspective d'améliorer la fréquentation des services de santé et d'instaurer un climat de confiance entre les PDI et les prestataires de soins.
- Le renforcement du nombre et du déploiement des agents de santé à base communautaire (ASBC).

Au niveau plus **spécialisé**, la **prise en charge holistique et intégrée des VBG** reposera sur l'expérience accumulée dans le cadre de l'intervention SheDecides, notamment au travers du modèle de prise en charge multisectorielle du Centre Mère-Enfant de Tenkodogo – lequel a

également intégré les services de réparation des fistules et MGF – mais aussi avec les cellules villageoises de veille, ainsi que les familles d'accueil. Ces acquis seront renforcés, au travers de l'approche territoriale intégrée, par un focus sur les références et contre-références et des synergies avec :

- L'OI 4 sur le genre, en particulier le 2^e output sur le soutien à la concertation,
- Le 4^e output de l'OI 2 sur les volets de prise en charge juridique et judiciaire, de renforcement de capacités dans le cadre de la chaîne pénale et de travers la formation, sensibilisation des acteurs de la sécurité et de la justice.

L'augmentation des services de prise en charge des VBG reposera également sur un appui limité à des infrastructures existantes telles que les Centres Mère-Enfant et/ou Centres de Jeunes où les besoins en matière de SDRS peuvent être abordés de manière holistique. Au vu des ressources disponibles pour ce faire, une priorisation de la/des infrastructures à soutenir sera opérée au démarrage du portefeuille.

Par ailleurs, la demande de services sera stimulée par la diffusion **d'informations de santé sexuelle et reproductive de qualité** ainsi que par un travail participatif de **sensibilisation impliquant également les hommes et de promotion des droits à la santé**. Ces actions viseront notamment à réduire les barrières socio-culturelles, en particulier en matière de genre, dans l'accès aux services et pourront notamment être développées sur base de laboratoires de discussion avec la communauté (les jeunes en particulier) et des partenariats avec des acteurs académiques et de recherche en Belgique et au Burkina Faso. L'enjeu sera notamment de faire émerger des pratiques innovantes adaptées au contexte (ex. pièce de théâtre, danse, « role models ») et qui reposent une approche transformatrice à même d'induire un changement de comportement des populations et de contribuer à la lutte contre les VBG.

Output 02 *Qualité et flexibilité des services de SDRS renforcés*

- En matière d'équipements et produits, il s'agira notamment de renforcer les **chaînes d'approvisionnement**, en particulier leur système de gestion, et de prioriser, dans les formations sanitaires ciblées, **la disponibilité** de contraceptifs et/ou d'équipements et produits vitaux en santé de la reproduction, en ce compris les produits sanguins labiles, pour permettre à ces formations sanitaires de respecter les normes en vigueur et aux utilisateurs/trices d'être bien soignés. Les **agents ASBC et accoucheuses villageoises (AV)** seront également soutenus dans une optique d'*integrated community case management*⁵ en collaboration avec d'autres partenaires, particulièrement dans les zones rurales et péri-urbaines en proie à l'insécurité. Au vu des tensions liées au manque d'infrastructures, de médicaments et de personnel qualifié, et d'un certain climat de suspicion identifiés dans le diagnostic territorial, le soutien aux ASBC comportera également un volet de sensibilisation sur la prise en charge des accompagnant.e.s dans une perspective de prévention et gestion de conflits.
- Une **gestion plus durable des déchets médicaux** sera recherchée, impliquant principalement des activités « soft » de formations et coordination, en vue d'accompagner les structures de santé à se conformer au décret N°2008-009/PRES/PM/MS/MECV du 10 janvier 2008 portant organisation de la gestion des déchets biomédicaux et assimilés. Dans ce cadre, une synergie sera par ailleurs poursuivie avec l'Output 02_03_07 pour la gestion de l'eau/assainissement dans les CSPS.
- En ce qui concerne la **digitalisation**, la gestion informatisée des informations sanitaires, ainsi que le déploiement du système de gestion des données et des cas de VBG seront appuyés. En outre, l'expérience de **télé-médecine** développée dans le cadre du portefeuille 2019-2023 sera capitalisée dans les districts sanitaires ciblés avec l'appui de l'Université Virtuelle du Burkina Faso afin de dématérialiser notamment certaines consultations de spécialistes, et d'offrir des services en ligne de santé reproductive aux jeunes et adolescents.

- Les **compétences des prestataires de soins de santé sexuelle et reproductive et de services VBG**, en ce compris les acteurs sociaux et de la justice et agents communautaires (AV et ASBC), seront renforcés pour la prise en charge des victimes de VBG, le référencement et contre-référencement, la réponse aux besoins spécifiques des adolescents et jeunes en matière de SSR, ainsi qu'en matière de PF et de soins de SRMN, y compris les SONU. Dans ce cadre, des partenaires académiques et de recherche belges et/ou burkinabè seront mobilisés pour former les prestataires sur les matières jugées prioritaires, et pour lesquelles il manque d'expertise dans le pays, ainsi que pour mener une évaluation réaliste participative du protocole de prise en charge des VBG au CME de Tenkodogo. Au vu de la crise sécuritaire, un dialogue avec les autorités sera également entamé pour aborder la question de la répartition des ressources, notamment humaines et financières.
- Pour augmenter la flexibilité des services de santé, le **monitoring numérique de la fragilité et des déplacements et de leur impact sur les services de santé** sera assuré en coordination avec les humanitaires et avec l'aide d'acteurs communautaires et les autres personnes relais parmi les PDI dans l'optique de renforcer la flexibilité, d'éviter des goulots d'étranglement voire, un effondrement des services.
- Un **travail de recherche-action** pourra être mené autour de l'intégration des PDI dans la fourniture de services de santé dans la perspective d'opérationnaliser le nexus humanitaire-développement.
- Un **monitoring spécifique des vulnérabilités en termes d'exposition aux VBG** sera recherché en coordination avec les autorités décentralisées et les acteurs humanitaires.

Output 03 : *Gouvernance communautaire inclusive renforcée en matière de planification et de gestion de la santé*

Il s'agira de renforcer ou de mettre en place des **mécanismes de gouvernance et de concertation communautaire autour des services de santé** qui incluent les PDI et groupes vulnérables et de créer un environnement propice au dialogue et à la **redevabilité**. En fonction des besoins identifiés, et en synergie avec les autres OI, dans chaque zone d'intervention, cela pourra passer par un appui au suivi-évaluation des activités de SRAJ, aux réseaux provinciaux de protection, à des cellules de veille citoyenne, au fonctionnement des comités de gestion de la santé ou encore de cadres communautaires de lutte contre les VBG et du dialogue entre PDI et communautés hôtes.

! À noter que pour cette 2ème intervention, le volet **éducation de base** sera nettement moins présent et ne sera mis en œuvre qu'au niveau de la commune de Zorgho dans le Plateau Central, tout comme c'est le cas pour les autres services sociaux de base. **Aucune activité n'est prévue dans le Centre-Nord.**

Output 04 : *Les acteurs du secteur de l'éducation de base s'organisent pour lever les barrières à l'accès inclusif & équitable à l'éducation de base*

- **Renforcer les alternatives éducatives (non formelles)** pour lutter contre le haut taux de décrochage scolaire exacerbé par un nombre de plus en plus élevé d'écoles fermées, particulièrement pour les enfants déplacés internes (EDI). Il s'agira de développer une offre alternative pouvant ensuite faire la passerelle vers l'éducation formelle, par exemple via l'éducation par la radio (EPR) ou la télévision via des animateurs endogènes communautaires formés en conséquence ou des émissions pré-enregistrées (comme le projet *Sarraounia 2* le fait au Niger) pouvant atteindre des zones difficilement couvertes (où les écoles sont

fermées), tout en renforçant le dispositif de **profilage des élèves (EDI) hors écoles** pour les y ramener (identification des enfants qui sont en rupture ou en risque de rupture et suivi de leur scolarisation, surtout des filles, trop souvent gardées à la maison, surtout suite aux fermetures des écoles). Des formations alternatives visant à stimuler la créativité des jeunes (post-primaire) tels que les centres de fabrications fablab pourront également être renforcés. Cette activité fera l'objet d'une **Convention de Subsidés en octroi direct à l'ONG locale Tin Tua**, s'agissant de l'une des premières organisations locales à avoir initié les démarches alternatives adaptées au contexte du BFA et collaborant étroitement dans ce cadre avec le MENAPLN.

- **Sensibiliser les parents et communautés locales aux préjugés/stéréotypes de genre** (VVG, SDSR, GHM) - en synergie avec l'OI 4 - **et au maintien absolu des enfants dans les écoles (droit à/bienfaits de l'éducation)** via des actions d'information et sensibilisation à travers notamment des activités culturelles (théâtre-action) ou les médias (radio, etc.) avec une attention particulière sur le rôle à jouer des leaders d'opinion, vecteurs clés pour faire passer des messages importants. Ceci devra se faire de manière contextualisée en fonction des localités et fera l'objet d'une **Convention de Subsidés en octroi direct avec Africalia asbl**, déjà bien implantée - d'une manière unique - en appui aux organisations faitières et aux acteurs culturels de différents niveaux depuis de nombreuses années au Burkina Faso.
- **Renforcer l'accès des enfants déplacés internes (EDI) à l'état civil** (octroi via jugement supplétif) à travers un travail de plaidoyer auprès des autorités locales pour l'obtention de documents d'identité leur permettant de s'inscrire dans l'éducation formelle et de passer leurs examens, notamment via l'organisation d'audiences foraines pour la délivrance des actes de naissance au profit des EDI et des communautés hôtes vulnérables (dans la continuité de l'intervention *Fragilité* et en synergie avec l'OI 2).

Output 05 : *Les acteurs de l'éducation et les élèves participent au renforcement de la qualité & la flexibilité des établissements scolaires*

- **Renforcer le développement professionnel des enseignant.e.s tout en renforçant les matières, apprentissages & approches pédagogiques** : renforcer les compétences et connaissances spécifiques dès la formation initiale en la dynamisant davantage via un appui spécifique à l'*Institut National de Formation des Personnels de l'Education de Tenkodogo* (pour le primaire) et à l'*Ecole Normale Supérieure de Koudougou* (pour le post-primaire) ; renforcer la formation continue (quasiment inexistante actuellement) ; proposer une offre alternative comme par exemple des modules d'éducation à distance via des technologies hybrides ou offline telles que développées avec l'Université virtuelle du Burkina Faso, des centres numériques telles que les bibliothèques numériques développées dans le cadre de l'intervention *Paas Panga* ou encore à travers des solutions issues de méthodologies centrées sur l'humain.

Les **compétences/sujets prioritaires** de renforcement des enseignant.es (et animateurs de la vie scolaire-AVS pour certains sujets) **pour la région du Plateau Central (commune de Zorgho)** sont les suivants (toutefois un choix devra être opéré en fonction d'une analyse plus approfondie des priorités des acteurs des écoles ciblées, tout en restant flexibles à d'autres besoins, dans la limite du budget disponible) :

- o la gestion de grands groupes/classes,
- o la pédagogie sensible au genre & inclusive (filles, enfants en situation de handicap-ESH, enfants déplacés internes-EDI, orphelins et enfants vulnérables-OEV),
- o la sécurité au sein de l'école,
- o l'éducation à la paix, à la citoyenneté et à l'environnement (notamment via la gestion des déchets et les potagers scolaires),
- o les curricula d'Education en Situation d'Urgence (ESU),

<ul style="list-style-type: none"> o le bien-être psycho-social (particulièrement pour encadrer certains EDI ayant été témoins d'actes de violences). • Renforcer - via des modules et activités pédagogiques - les compétences des enfants et des jeunes en matière d'éducation à l'environnement et aux changements climatiques (via la gestion des déchets, potagers scolaires) ainsi que d'éducation à la paix, citoyenneté et promotion du civisme à l'école pour favoriser le vivre-ensemble. • Renforcer spécifiquement la sécurité dans les écoles ciblées via la mise à l'échelle des formations 'safe schools' des acteurs de l'éducation ainsi qu'un appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Education en Situation d'Urgence (SN-ESU). • Des innovations dans le cadre de la formation continue des enseignant.e.s et de l'implication de la communauté dans le processus d'enseignement seront des plus-values au renforcement de l'accès et de la qualité de l'éducation.
<p>Output 06 : <i>Les utilisateurs des services et des ressources en matière d'éducation prennent leurs responsabilités en matière de gestion durable & inclusive</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des structures de gouvernance scolaire (compétences en management scolaire : budget, temps de travail/pause, inspection, hygiène et assainissement, environnement inclusif, protecteur et stimulant, gestion et maintenance des établissements, etc.). • Mettre en place/redynamiser les cellules/mécanismes de veille et anticipation (notamment des écoles fermées), tout en renforçant les organisations de la société civile en plaidoyer pour assurer ce rôle de veille et anticipation. Il s'agira principalement de renforcer la capacité de monitoring des services éducatifs existants, d'anticipation des besoins à couvrir et de planification de l'offre. L'enjeu sera de disposer de données quantitatives et qualitatives fiables et actualisées permettant aux établissements scolaires de s'adapter au regard des besoins en constante évolution, et de (ré)orienter au mieux nos actions. Cela impliquera notamment de collaborer avec les acteurs de l'humanitaire, non seulement dans une optique de « nexus » mais également de partage des outils de suivi des services. • Recherche-action d'accompagnement de la qualité et de la flexibilité : l'assurance en matière de qualité et flexibilité des établissements scolaires sera assurée par la mise en place d'une recherche-action (appuyée par l'expertise d'une consultance internationale) permettant la (ré)orientation des actions de l'intervention en matière d'éducation de base tout au long de la mise en œuvre, dès que jugé nécessaire/pertinent.
<p>Output 07 : <i>Les acteurs et utilisateurs du secteur de l'eau et de l'assainissement prennent des mesures pour une meilleure adéquation de l'offre à la demande des services</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> • Dans le Plateau-Central, en priorité dans les communautés urbaines et péri-urbaines de Zorgho, renforcer l'offre en eau potable pour les populations hôtes et déplacées ainsi que dans les CSPS en travaillant au niveau de la production d'eau potable via des forages à gros débits (min 20 m³/h). <ul style="list-style-type: none"> o Cartographie de la ressource en eau pour identifier les zones productives. Cette étude sera accompagnée d'une évaluation des capacités de recharge des nappes et de propositions d'aménagements qui assureraient la recharge, o Construction et équipement de forages à gros débits (min 20 m³/h),

- Connexion en priorité des zones peu desservies, des institutions (CSPS) et des sites d'accueil via une extension des réseaux et/ou des forations supplémentaires en tenant compte des coûts par rapport au nombre de personnes desservies.
- Réhabiliter/construire des blocs de latrines/cabines GHM adaptées et inclusives au sein des CSPS et sites d'accueil ciblés par l'intervention.
- Renforcer de manière durable la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement notamment via les approches pilotées par la communauté (ATPC) et par les leaders (ATPL) en priorité vers les communautés nouvellement arrivées en ville afin de diminuer l'incidence des maladies d'origine hydrique.

Output 08 : *Les acteurs et les opérateurs s'organisent pour renforcement de la qualité & de la flexibilité des services d'eau potable et d'assainissement*

- Mise en place de formations professionnalisantes liées aux métiers de l'eau principalement en zone rurale (plombiers, maintenancier pompe solaire, etc.) et l'assainissement (maçons pour latrines, biodigesteurs) avec un suivi et une aide à l'achat de kits de démarrage pour lancer cette nouvelle activité professionnelle. Cette activité se fera en collaboration avec les DREA et l'ONEA.
- Intégrer les besoins en eau et assainissement des populations déplacées de la planification urbaine de ses services via l'utilisation d'expériences réussies au Burkina comme le monitoring des fragilités avec l'indice de migration des trajectoires de déplacement et le concept des Schémas Directeurs d'Urgences Concertés utilisés par le projet Nex'eau et portés par Solidarités Internationale, URD et le GRET.

Output 09 : *Les acteurs et les utilisateurs agissent pour une gestion durable & inclusive des services offerts et des ressources en matière d'eau potable et d'assainissement*

- Une évaluation des besoins réels en termes de renforcement des capacités techniques des structures en charge des infrastructures d'eau potable et d'assainissement
- Mise en place et/ou renforcement des capacités techniques des structures en charge des infrastructures d'eau potable et d'assainissement (ONEA, services techniques communaux, AUE) notamment en termes de maintenance des infrastructures et de la Maitrise d'Ouvrage Communale.
- Renforcement des capacités techniques des COGES des CSPS par les services techniques Eau/Assainissement afin d'améliorer la gestion durable des infrastructures liés à l'eau et l'assainissement au sein des CSPS.
- Mettre en place et appuyer les comités de gestion et d'entretien des ouvrages d'assainissement (public, institutionnel et privé).

Objectif Intermédiaire 2 : les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - recourent à des espaces de dialogue et de prévention des conflits qui promeuvent la cohabitation et à des mécanismes de gestion des conflits qui renforcent la cohésion sociale

Output 01 : *Les acteurs des territoires et communautés connaissent mieux les causes et sources des conflits et les mécanismes de régulation*

- Cartographie des conflits, des parties prenantes aux conflits. Identification des facteurs déclencheurs (de façon participative avec les communautés concernées, sous forme de recherche-action etc.).

- Cartographie des espaces de dialogue, de prévention et gestion des conflits (suite du diagnostic) et compréhension des trajectoires suivis par les populations parmi ces espaces (comprendre ce qui marche en termes de mécanisme de concertation/dialogue et pourquoi).
- Renforcement des capacités des ONAPGREGECC déconcentrés, y inclus poursuite plateforme digitale mise en place par Projet Paas-Panga et en collaboration avec expérience OIM sur le Nord et Sahel.
- Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière d'analyse sensible aux conflits et de collecte de données auprès des bénéficiaires/ acteurs impliqués (i.e. psychologie, empathie, outils numériques type Kobotoolbox, etc).
- Renforcement des capacités des acteurs étatiques et de la société civile en pratique systémique (approche innovante de résolution de problèmes qui se concentre sur les relations entre les différents éléments d'un système).

Output 02 : *Les acteurs des territoires et communautés développent des espaces de dialogue et mécanismes de prévention et de médiation inclusifs et qui promeuvent la cohabitation*

- Information/ sensibilisation des communautés aux mécanismes existant.
- Sensibilisation des leaders communautaires sur la prévention et gestion conflits.
- Appui à l'inclusivité des espaces existants et accompagnement des groupes de représentation des PDI à côté des communautés hôtes.
- Renforcement des comités de veille et développement et/ou appui à leur installation, en promouvant une approche fondée sur les droits humains.
- Appui à une participation effective des femmes dans les organes de conciliation et de prévention des conflits.
- Appui à la sécurité dans une approche multi-acteurs au niveau local (diagnostics partagés).
- Renforcement du système de conciliation foncière au niveau village et des liens avec les structures du système judiciaire (voir output 3 ci-dessous).

Output 03 : *Les acteurs des territoires et communautés bénéficient de mécanismes de gestion des conflits qui contribuent à diminuer les inégalités et renforcer la cohésion sociale*

- Appui à l'organisation de cadres de concertation rassemblant les acteurs de la chaîne pénale en vue d'en renforcer l'efficacité et la redevabilité vis-à-vis des justiciables, en capitalisant sur l'expérience du projet PARJI.
- Appui au renforcement de l'articulation entre justice moderne et coutumière démarrant par un diagnostic approfondi de la situation existante et identification des leviers potentiels (focus sur les questions foncières et CCFV) à partir du TGI de Kaya et des tribunaux départementaux de la zone ainsi que de Zorgho.
- Sensibilisation des acteurs aux peines alternatives à la détention - projet pilote (co-création au travers de techniques et approches d'innovation).
- Si contexte institutionnel se confirme favorable (CPP revu), projet pilote de type "maison de justice" en vue de l'opérationnalisation de la médiation pénale pour majeurs.

Output 04 : *Une prévention renforcée et une prise en charge intégrée des violences basées sur le genre incluant les services de justice adaptés*

- Appui à la prise en charge juridique et judiciaire (dans le cadre d'une approche multisectorielle) des victimes de VBG et renforcement des capacités des acteurs judiciaires dans le cadre de la chaîne pénale, en particulier en lien avec l'outcome 1 (SDSR) à Zorgho.
- Formations/sensibilisation de l'administration et des forces de sécurité aux VBG, contribution aux campagnes de prévention des VBG à travers une information, sensibilisation et vulgarisation des droits des citoyens et des aides disponibles.

Outcome Intermédiaire 3 : **Les communautés et acteurs des territoires – en particulier les femmes, les jeunes, les PDI's et les groupes vulnérables- prennent part à une planification et gestion des territoires intégrée et inclusive et qui stimule la collaboration entre acteurs du territoire**

Output 01 : *Les capacités techniques des acteurs du territoire et communautés en matière d'aménagement du territoire et de développement territorial sont renforcées*

- Diagnostic approfondi de l'évolution des dynamiques urbaines (y inclus impacts des déplacements de personnes) à partir de Zorgho prioritairement (en lien avec les outcome 1 et 2 de l'intervention) et à Kaya en complémentarité des appuis des autres partenaires présents (Programme UE pour la résilience économique sur l'axe OKD, Programme de la Banque Mondiale sur les villes secondaires, appui des acteurs humanitaires).
- Adaptation des outils de planification urbaine (POS, schéma directeurs urbains, interactions avec l'hinterland, etc.) en tenant compte des vulnérabilités liées à la situation d'urgence et aux enjeux environnementaux et de changement climatique.
- Renforcement des espaces de collaboration/ concertation entre acteurs publics et privés en partant de projets concrets (notamment investissements structurants, améliorations de l'environnement des affaires, délégations de gestion et autres partenariats publics-privés etc.
- Structuration et support des services du foncier rural (en capitalisant sur l'expérience Entreprenariat et PARJI).
- Renforcement des capacités ciblés sur les outils d'observation territoriale et de planification en mettant l'accent sur une planification sensible à l'inclusion et au genre et renforcement des capacités et réalisations d'études techniques spécifiques liées à l'aménagement du territoire en lien en particulier avec les outcome 2 de l'intervention (à travers un recours à de l'expertise nationale et internationale).

Output 02 : *Les acteurs des territoires renforcent le monitoring des vulnérabilités et fragilités et alimentent la réponse d'urgence et la planification de plus long terme*

- Mise en place (en capitalisant sur l'intervention fragilités) de systèmes de monitoring des fragilités et vulnérabilités au niveau local pilotés par les acteurs des territoires et renforcement des capacités, coaching des services techniques et autres acteurs impliqués.
- Appui à une planification de contingence (crise) et de développement participative et inclusive (dans le cadre notamment de l'élaboration/revue des plans communaux et régionaux développement au retour des collectivités locales).

- Appui à l'administration pour une approche participative et inclusive des communautés en présence en particulier pour intégrer la question des déplacements et y apporter une réponse structurée (en lien avec l'output ci-dessus).
- Renforcement rôle des femmes & jeunes et PDI's à travers des mécanismes de collaboration innovants.

Output 03 : Les citoyen.nes s'engagent et participent à une planification et un développement territorial plus intégré et inclusif

- Renforcement des capacités des comités de veille et développement dans leur rôle d'action citoyenne et d'interface avec les acteurs publics au niveau local.
- Renforcement des capacités des OSC pour le suivi de la mise en œuvre des plans locaux de développement sur la participation citoyenne, le genre et le développement local ; Organiser la journée annuelle des collectivités.
- Organisation d'espaces/ ateliers de co-création (au sein des villes) permettant de faire émerger les initiatives/projets citoyens) avec participation effective des femmes et des jeunes.
- Financement d'un nombre d'initiatives de co-création mettant ensemble citoyens/société civile et acteurs publics au niveau local autour des défis urbains/petits projets d'aménagement des espaces publics, projets sociaux, culturels etc.
- Activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des partenaires institutionnels en innovation.

Objectif Intermédiaire 4 : Les acteurs institutionnels et contractuels, la société civile, le personnel d'Enabel au Burkina Faso adressent les causes profondes des inégalités de genre

Output 01 : Les acteurs étatiques et non étatiques adoptent une réflexion stratégique sur les questions d'égalité de genre

- Créer un cluster sur rétention des filles à l'école, permettant de réunir les acteurs.trices œuvrant dans le même domaine, afin de proposer une réflexion stratégique concertée.
- Réaliser une cartographie des acteurs du territoire œuvrant dans le domaine du genre et en particulier de la rétention des filles en appui au R2, en tenant des réunions ou des bulletins d'informations et de remontée des données mensuellement.
- S'appuyer sur l'analyse genre réalisée dans le cadre de la formulation pour affiner et alimenter une base de données dans les territoires de Kaya.
- Appuyer les cellules genre sectorielles en termes de profond changement de pratiques en particulier en mettant l'accent sur la scolarisation féminine afin d'adresser les causes profondes de celle-ci : économiques, sociales, culturelles, et d'y répondre avec efficacité dans une démarche pérenne (tenue de réunions périodiques et pérennes, procédures mises en œuvre pour la durabilité de ces rencontres et collaborations). Vulgariser les documents et outils existants sur cette question en particulier.
- Appuyer la société civile à l'acquisition d'outils de planification et de monitoring spécifiques au genre, tels que le budget sensible au genre, le Gender-procurement, formations, découverte et appropriation d'outils et de logiciels de gestion de projets, gestion de la planification sensible au genre.
- Appui à l'Institut National des Statistiques et de la Démographie (INSD) et le Ministère chargé du Genre pour la mise à jour des données SIGI OCDE sur les inégalités de genre : suivi, appui à la mise en œuvre de la collecte des données.

Output 02 : *Les équipes des interventions, le management et les acteurs territoriaux agissent collectivement pour garantir les synergies en matière de genre afin d'atteindre l'objectif transformateur ambitionné par le Programme*

- Un cadre de concertation Genre sera mis en place sur chaque territoire pour assurer la synergie des actions et les partages de connaissances et de pratiques des équipes en matière de Genre.
- Des rapports seront élaborés à l'issue des réunions.
- Une capitalisation de toutes les principales actions en matière de Genre.

1.2.2. Enveloppe budgétaire au niveau des activités

Budget en Euro	Les acteurs et les communautés des territoires ciblés du Centre-Nord et du Plateau Central font face aux chocs, s'adaptent et innove en valorisant leurs potentiels pour un développement inclusif, équitable et durable dans un climat apaisé	BUDGET TOTAL	%
A	Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - ont un accès inclusif, équitable et durable à des services sociaux de base de qualité, flexibles et innovants	2 999 382	47%
A 01	Accès plus inclusif et équitable à une offre élargie de services de SDRS	569 515	9%
A 01 01	Augmentation du volume de l'offre SDRS	390 000	6%
A 01 02	Sensibilisation/orientation sur services SDRS	179 515	3%
A 02	Qualité et flexibilité des services de SDRS renforcés	641 500	10%
A 02 01	Approvisionnement équipements et produits SDRS	259 500	4%
A 02 02	Digitalisation	110 000	2%
A 02 03	Renforcement de capacités	197 000	3%
A 02 04	Flexibilité des services	75 000	1%
A 03	Gouvernance communautaire inclusive renforcée en matière de planification et de gestion de la santé	146 667	2%
A 03 01	Mécanisme de gouvernance et concertation	146 667	2%
A 04	Les acteurs du secteur de l'éducation de base s'organisent pour lever les barrières à l'accès inclusif & équitable à l'éducation de base	89 000	1%
A 04 01	Levée des barrières à l'accès à l'éducation	89 000	1%
A 05	Les acteurs de l'éducation et les élèves participent au renforcement de la qualité & la flexibilité des établissements scolaires	298 000	5%
A 05 01	Développement professionnel des enseignant.e.s	210 000	3%
A 05 02	Appui à la mise en place de modules et activités pédagogiques pour les élèves	28 000	0%
A 05 03	Renforcer la sécurité dans les écoles	60 000	1%
A 06	Les utilisateurs des services et des ressources en matière d'éducation prennent leurs responsabilités en matière de gestion durable & inclusive	223 000	4%
A 06 01	Mécanismes de gouvernance locale et concertation	223 000	4%
A 07	Les acteurs et utilisateurs du secteur de l'eau et de l'assainissement prennent des mesures pour une meilleure adéquation de l'offre à la demande des services	752 700	12%
A 07 01	Renforcer l'offre en eau potable via la construction/réhabilitation d'infrastructures (AEPS et/ou CPE)	439 100	7%
A 07 02	Renforcer l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les CSPS et les sites d'accueil	233 600	4%
A 07 03	Renforcer les approches transformatrices des normes sociales et culturelles notamment la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement (via l'ATPC et l'ATPL, hygiène des mains, gestion des déchets).	80 000	1%
A 08	Les acteurs et les opérateurs s'organisent pour renforcement de la qualité & de la flexibilité des services d'eau potable et d'assainissement	104 000	2%
A 08 01	Appui à la formation sur les métiers de l'eau (plombiers, maintenancier pompe solaire, etc.) et sur les métiers de l'assainissement (maçons pour latrines, biodigesteurs) et travailler sur le marketing de l'assainissement	54 000	1%
A 08 02	Prise en compte des populations hôtes et déplacées dans la planification	50 000	1%
A 09	Les acteurs et les utilisateurs agissent pour une gestion durable & inclusive des services offerts et des ressources en matière d'eau potable et d'assainissement	175 000	3%
A 09 01	Mécanismes de concertation locale	175 000	3%
B	Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - recourent à des espaces de dialogue et de prévention des conflits qui promeuvent la cohabitation et à des mécanismes de gestion des conflits renforçant la cohésion sociale	1 093 142	17%
B 01	Les acteurs des territoires et communautés connaissent mieux les causes et sources des conflits et les mécanismes de régulation	148 142	2%
B 01 01	Cartographie des conflits	48 142	1%
B 01 02	Renforcement capacités des observatoires au niveau local	50 000	1%
B 01 03	Renforcement des acteurs locaux en analyse sensible au conflit	50 000	1%
B 02	Les acteurs des territoires et communautés développent des espaces de dialogue et mécanismes de prévention et de médiation inclusifs et qui promeuvent la cohabitation	525 000	8%
B 02 01	Information/sensibilisation des communautés aux mécanismes existant	150 000	2%
B 02 02	renforcement des capacités CoDEV	100 000	2%
B 02 03	Appui à des organes de prévention et conciliation inclusifs	150 000	2%
B 02 04	Appui diagnostic territoriaux partagés	75 000	1%
B 02 05	Recherche action mécanismes inclusifs	50 000	1%
B 03	Les acteurs des territoires et communautés bénéficient de mécanismes de gestion des conflits qui contribuent à diminuer les inégalités et renforcer la cohésion sociale	220 000	3%
B 03 01	Renforcement système judiciaire territorial	170 000	3%
B 03 02	Appui formes alternatives de justice (pilote médiation)	50 000	1%
B 04	Une prévention renforcée et une prise en charge intégrée des violences basées sur le genre incluant les services de justice adaptés	200 000	3%
B 04 01	Appui centre multifonctionnel , volet police & justice	150 000	2%
B 04 02	Activités de préventions, sensibilisation auprès des forces de sécurité	50 000	1%

C	Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables -prennent part à une planification et gestion urbaine et territoriale intégrée, participative et inclusive et qui stimule la collaboration entre acteurs du territoire	700 000	11%
C 01	<i>Les capacités techniques des acteurs du territoire et communautés en matière d'aménagement du territoire et de développement territorial sont renforcées</i>	325 000	5%
C 01 01	Diagnostics et mise à jour outils planification/urbanisme	75 000	
C 01 02	Formation des services techniques (2 pôles urbains)	100 000	
C 01 03	Renforcement des cadres de concertation inclusifs (femmes et PDI'sb notamment)	50 000	
C 01 04	Renforcement gestion foncière (lien R1)	50 000	
C 01 05	Appui expertise internationale développement territorial / urbanisme	50 000	
C 02	<i>Les acteurs des territoires renforcent le monitoring des vulnérabilités et fragilités et alimentent la réponse d'urgence et la planification de plus long terme</i>	125 000	
C 02 01	Etudes et diagnostics des dynamiques urbaines	100 000	2%
C 02 02	Expertise externe formations sensibles aux conflits	25 000	0%
C 03	<i>Les citoyen.nes s'engagent et participent à une planification et un développement territorial plus intégré et inclusif</i>	250 000	4%
C 03 01	RC des OSC pour la participation aux stratégies de développement local	50 000	1%
C 03 02	Appui aux initiatives citoyennes issues de la co-création	200 000	3%
D	Les acteurs institutionnels et contractuels, la société civile, le personnel d'Enabel Burkina adressent les causes profondes des inégalités de genre	201 000	3%
D 01	<i>Les acteurs étatiques et non étatiques adoptent une réflexion stratégique sur les questions d'égalité de genre</i>	156 000	2%
D 01 01	Créer et animer un sous cluster sur la protection des filles à l'école	17 000	0%
D 01 02	Appuyer les cellules genres sectorielles en termes de profond changement de pratiques dans l'éducation des filles, l'économique, et le socio culturel	46 000	1%
D 01 03	Appuyer la société civile à l'acquisition d'outils de planification et de monitoring spécifiques au genre, tel que le budget sensible au genre, le Gender-procurement	43 000	1%
D 01 04	Appui à l'Institut National des statistiques et de la Démographie (INSD) et le Ministère chargé du Genre pour la mise à jour des données SIGI OCDE sur les inégalités de genre	50 000	1%
D 02	<i>Les équipes des interventions, le management et les acteurs territoriaux agissent collectivement pour garantir les synergies en matière de genre afin d'atteindre l'objectif transformateur ambitionné par le Programme</i>	45 000	1%
D 02 01	Mise en place d'un cadre de concertation Genre	25 000	0%
D 02 02	Capitalisation des principaux actions en matière de Genre	20 000	0%
Z	Moyens généraux	1 353 887	21%
Z 01	<i>Investissements</i>	199 500	3%
Z 01 01	Véhicules	141 000	2%
Z 01 02	Mobilier Equipement et Rénovation de bureaux	35 000	1%
Z 01 03	Equipement IT	23 500	0%
Z 02	<i>Frais de fonctionnement</i>	944 387	15%
Z 02 01	Loyer et charges bureau	185 088	3%
Z 02 02	Frais de déplacement & Missions	277 908	4%
Z 02 03	ICT & communication & Expedition	140 248	2%
Z 02 04	Autres frais de fonctionnement	341 143	5%
Z 03	<i>Audit, M&E et Capitalisation</i>	210 000	3%
Z 03 01	Audit	40 000	1%
Z 03 02	Monitoring & Evaluation & Capitalisation	170 000	3%
TOTAL		6 347 411	100%

1.2.3. Ressources financières et humaines

Liste du personnel prévu

Document Technique Explicatif (DTE)									
Titre publication	Unité	Effectif	%	Durée en mois	Classe	Montant unitaire	Fonction générique	Date début souhaitée	Lieu d'affectation
Unité Expertise Mutualisée									
Expatriée									
Expert Sectoriel et Thématique, Santé	homme.mois	1	100%	48	6	16 500	Expert	01.01.24	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, aut. socio-éco	homme.mois	1	100%	48	6	16 500	Expert	01.01.24	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, Prévention et Gestion des conflits	homme.mois	1	100%	48	6	16 500	Expert	01.01.24	Ouaga
Locale									
Expert Sectoriel et Thématique, Gouvernance Locale	homme.mois	0,5	100%	48	6	4 900	Expert	01.11.23	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, Education	homme.mois	1	100%	48	6	4 900	Expert	01.11.23	Ouaga
Expert Sectoriel et Thématique, Eau/Assainissement	homme.mois	1	100%	48	6	4 900	Expert	01.11.23	Ouaga
Intervention Officer, Infrastructures	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Ouaga
Intervention Officer, Digitalisation/Innovation	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Ouaga
Intervention Officer, Genre	homme.mois	1	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Ouaga

Intervention 2: Kaya									
Expertise									
Expatriée									
N/A									
Locale									
Intervention Manager, Territoires de Kaya	homme.mois	1	100%	48	6	4 900	IM	01.11.23	Kaya
Intervention Officer, Eau/Assainissement	homme.mois	1	100%	30	5	3 700	IO	01.11.23	Kaya
Agent Terrain Genre	homme.mois	1	100%	42	4	2 500	AT	01.11.23	Kaya
Intervention Officer, Gouvernance Locale & Participation Citoyenne	homme.mois	0,3	100%	48	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Prévention Conflits & Nexus	homme.mois	0,3	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Gestion Foncière	homme.mois	0,3	100%	42	5	3 700	IO	01.11.23	Koupéla
Intervention Officer, Planification et Gestion Urbaine	homme.mois	0,3	100%	48	5	3 700	IO	01.11.23	Kaya
Support									
Expatriée									
RAFi	homme.mois	0,5	100%	48	6	16 500	RAF	01.11.23	Ouaga
ECAi	homme.mois	0,35	100%	48	5	16 500	ECA	01.11.23	Ouaga
Locale									
Contrôleur de Gestion	homme.mois	1	100%	48	5	3 700	Contrôleur de Gestion	01.11.23	Ouaga
Comptable	homme.mois	1,5	100%	48	4	2 500	Comptable	01.11.23	Kaya
Assistant Admin. Fin.	homme.mois	1	100%	48	3	1 700	Assistant Admin.	01.11.23	Kaya
ICT Officer	homme.mois	0,35	100%	48	5	3 700	ICT	01.11.23	Ouaga
ECAn	homme.mois	0,35	100%	42	5	3 700	ECA	01.11.23	Ouaga
Acheteur Public	homme.mois	1	100%	42	4	2 500	Acheteur P	01.11.23	Ouaga
Coordonateur Logistique	homme.mois	0,35	100%	48	5	3 700		01.11.23	Ouaga
Gestionnaire Logistique	homme.mois	0,5	100%	48	4	2 500		01.11.23	Kaya
Assistant Admin. & Log.	homme.mois	1,1	100%	48	3	1 700		01.11.23	Kaya/Ouaga
Chauffeurs OPS	homme.mois	3	100%	48	1B	1 060	Driver	01.11.23	Kaya
Chauffeur Support	homme.mois	1	100%	48	1B	1 060	Driver	01.11.23	Kaya
MEAL officer	homme.mois	1	100%	48	5	3 700		01.11.23	Kaya
Learning & Development Officer	homme.mois	0,5	100%	3	5	3 700		01.11.23	Ouaga
Security Officer	homme.mois	0,5	100%	48	5	3 700		01.11.23	Kaya
Collaborateur Polyvalent 1	homme.mois	1	100%	48	1A	860		01.11.23	Kaya
Collaborateur Polyvalent 2	homme.mois	0,5	100%	48	1A	860		01.11.23	Ouaga

Budget global

Budget en Euro				BUDGET TOTAL	%
A	Expertise portfolio			5 462 550	57%
A	01		HR Santé	941 900	10%
A	01	01	HR Expats	623 700	6%
A	01	02	HR Local	318 200	3%
A	02		HR Agriculture	1 101 000	11%
A	02	01	HR Expats	623 700	6%
A	02	02	HR Local	477 300	5%
A	03		HR Education (incl TVET)	399 200	4%
A	03	01	HR Expats	-	0%
A	03	02	HR Local	399 200	4%
A	04		HR Governance	1 121 950	12%
A	04	02	HR Local	1 121 950	12%
A	05		HR Prévention et Gestion des Conflits	782 800	8%
A	05	01	HR Expats	623 700	6%
A	05	02	HR Local	159 100	2%
A	06		HR Environnement & climat	-	0%
A	06	01	HR Expats	-	0%
A	06	02	HR Local	-	0%
A	07		HR Genre	332 340	3%
A	07	01	HR Expats	-	0%
A	07	02	HR Local	332 340	3%
A	08		HR Infrastructure	654 600	7%
A	08	01	HR Expats	-	0%
A	08	02	HR Local	654 600	7%
A	09		HR Mobilité Humaine	-	0%
A	09	01	HR Expats	-	0%
A	09	02	HR Local	-	0%
A	10		HR Digitalisation / Innovation	128 760	1%
A	10	01	HR Expats	-	0%
A	10	02	HR Local	128 760	1%
A	11		HR Urbanisation	-	0%
A	11	01	HR Expats	-	0%
A	11	02	HR Local	-	0%
Z	Support portfolio			4 142 336	43%
Z	01		HR Support	4 142 336	43%
Z	01	01	HR Expats	1 346 400	14%
Z	01	02	HR Local	2 795 936	29%
Total HR portfolio				9 604 886	100%

1.2.4. Indicateurs détaillés

Indicateurs IMPACT

Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de base (désagrégées si possible)	Valeurs cibles (désagrégées si possible)	Valeurs précédentes	Valeurs projetées	Source
OG : Renforcer la résilience socio-économique, l'accès aux services de base et la cohésion sociale des populations vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes et des personnes marginalisées, au Burkina Faso	OG1 : Prévalence de l'insécurité alimentaire (%)	National 16% Désagrégation par région : Centre-Est : 30.15% Plateau central : 7.8%	NA	CH mars-aout 2022 CH mars-aout 2021		Cadre harmonisé/Cluster Sécurité alimentaire, nov 2022 (Année 2022)
	OG 2 : Incidence de la pauvreté (dans les régions d'intervention)	National : 41,4% Centre-Est : 53,3% Plateau-Central : 34,2% Est : 45,1%	NA	Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages		Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM 2018)
	OG 3 : Indice burkinabè de cohésion sociale	Centre-Nord : Indice global de cohésion social=0.68/1	NA			Rapport cellule Inter Consortia (indice de cohésion sociale année 2021)

Indicateurs OUTCOME

NB : Les valeurs cibles ici indiquées seront confirmées lors de l'évaluation baseline au démarrage du portefeuille. En outre, pour prendre en compte la fragilité du contexte d'intervention, ces valeurs cibles seront actualisées à mi-parcours à travers un système de monitoring renforcé.

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base (désagrégées si possible)	Valeurs cibles (seront désagrégées)	Source
<p>OS 1 : Les acteurs et les communautés des territoires ciblés du Centre Est et de Fada N’Gourma font face aux chocs, s’adaptent et innovent en valorisant leurs potentiels pour un développement inclusif, équitable et durable dans un climat apaisé</p>	Taux de relèvement /réinsertion socioéconomique des personnes déplacées internes (PDI)	7%	<p>+ 25% par rapport à la situation de référence</p> <p>Explication: La valeur cible (nationale) projetée dans le cadre du PNDES est de 25% en 2023 et >50% en 2025. La valeur cible sera fixée à partir de l'établissement de la situation de référence au démarrage du programme, dans les territoires d'intervention. La marge de progression sera estimée sur la base des données statistiques au niveau régional.</p>	<p>PNDES / Référentiel national de développement 2021-2025/ Annexe 3 (2020) Rapports d'activités Enabel/liste de présence</p>
	Proportion des collectivités territoriales dont les services publics essentiels (santé, éducation, WASH, protection, ...) sont fonctionnels (%)	40%	<p>+8% sur la situation de référence</p> <p>Explication : les valeurs cibles (nationales) de cet indicateur dans le PNDESII sont respectivement 45% en 2023 et 50% en 2025. La marge de progression sera estimée sur la base des données statistiques au niveau régional</p>	
	Nombre de personnes bénéficiant d'un appui visant à augmenter la sécurité humaine (H/F) dans les zones d'intervention	0	<p>Cible : 140.485 bénéficiaires de sécurité et de protection dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 485 survivantes VBG • 20 000 PDI • 20 000 ressortissant-e-s des communautés rurales et péri-urbaines des zones d'intervention • 100 000 personnes bénéficiaires des sensibilisations et formations 	

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base (désagrégées si possible)	Valeurs cibles (seront désagrégées)	Source
	<p>Indice global de discrimination de genre dans les institutions sociales Les seuils sont les suivants : très faibles]0 ; 0.21], faibles]0.21; 0.24], élevés]0.24 ; 0.31], très élevés]0.31 ; 0.67]</p>	<p>Centre-Est : 0.252 Centre Nord : 0.283 Plateau Central: 0.224</p>	<p>Passage au seuil supérieur suivant ⁱ</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plateau central : progression de faible à élevé • CN et CE : progression de « élevé » à « très élevé » !!!!! 	<p>Étude pays Social Institutions and Gender Index, SIGI-Burkina Faso, Baseline, 2017 (Mise à jour)</p>
	<p>Nombre d'utilisateurs (directs/indirects) qui ont testé ou adopté les processus/solutions innovantes (désagrégé par sexe)</p>		<p>Cible : 15 000 personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisateurs innovations santé : 8 000 Femmes en âge de procréer + 1600 enfants de moins de 5 ans + 1000 PDI. • Utilisateurs innovations éducation : au moins 3500 enfants et EDI+ 700 encadreurs • Utilisateurs innovation cohésion sociale /gouvernance : bénéficiaires initiatives citoyennes et projets de cocréation approx 10.000 personnes • Utilisateurs innovations entrepreneuriat et sécurité alimentaire :6300 producteurs et entrepreneurs 	<p>Enquête interventions</p>

Indicateurs OUTPUTS

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base (désagrégées si possible)	Valeurs cibles (désagrégées si possible)	Source
OI1: Les communautés – en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - saisissent les opportunités socio-économiques porteuses grâce à une intégration renforcée dans les chaînes de valeur agricole et de l'économie verte	Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis le début du programme, désagrégé par genre	N/A	75%	Enquêtes intervention
	Nombre d'emplois (y compris auto-emplois) rémunérés créés ou consolidés par le programme, désagrégé par genre	13 878 emplois créés au profit des jeunes et des femmes par l'intervention Entrepreneuriat dans les 30 communes de la région du Centre-Est (Portefeuille 2019-2023)	+ 2500	Rapport résultat Intervention Entrepreneuriat BKF1803211 Rapport Resultats 2022 Entrepreneuriat 23-02-23.docx
	Indice agro-écologique (TAPE)	A déterminer en début de projet	+ 20%	
	Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (IAFA/WEAI)	A déterminer en début de projet	+ 10%	
	Indice 'confiance' entre secteur privé et secteur publique.	A déterminer en début de projet + 10%	+15%	Enquêtes
Output 01 : Les producteurs et productrices agricoles contribuent davantage à la sécurité alimentaire grâce à leur intégration dans des chaînes de valeur inclusives et résilientes	Nombre de personnes appuyées directement pour faire face au changement climatique – notamment via des pratiques agro-écologiques (désagrégé par sexe et âge)	0	5000	Rapport projet et partenaires
	% de Nombre de SCOOP appuyées par le programme qui ont augmenté d'au moins 50% leur chiffre d'affaires, désagrégé par filière prioritaire	A déterminer en début de projet	+ 100%	Mapping des services de conseil agricoles privés (PME), public ; rapports Rapport de suivi

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base (désagrégées si possible)	Valeurs cibles (désagrégées si possible)	Source
	Superficie agricole nouvellement irriguée et mis en valeur suite aux travaux d'aménagements productifs	0	66 ha	Rapports d'étude et suivi des travaux d'aménagement
Output 02 : Les micro-entrepreneurs urbains des chaînes de valeur agricole et de l'économie verte et les PDI bénéficient d'un renforcement de l'écosystème entrepreneurial	Nombre d'entreprises accompagnées à la formalisation (et statut entreprenant)	1 447 entreprises dirigées par les hommes et 470 entreprises dirigées par les femmes formalisées dans la région du Centre-Est par le PF 2019-2023 soit un total de 1 917 nouvelles entreprises au cours de la période	+800	Base de données maison d'entreprise
	Nombre d'entreprises de croissance avec chiffre d'affaires augmenté bénéficiaires d'un appui du programme.	0	100	Rapport de suivi
	Nombre des personnes dans les groupements d'épargne soutenus et numérisés dans Savix	0	2000 femmes 200 hommes 15% de PDI et hôtes 85	Savix
Output 03 : Les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables prennent part aux initiatives économiques en étant stimulés par des dispositifs de formation techniques, professionnels et entrepreneuriaux pertinents et adaptés aux besoins du marché	Nombre de centres de formation professionnelle répondant aux critères d'excellence proposés	0	2	Rapport de suivi
	Nombre de jeunes formés et insérés dans le cadre d'un programme d'initiation au marché de l'emploi (PIME) ou de l'apprentissage non-formel (désagrégé par sexe)	0	750	Rapport de suivi
	Nombre de personnes formées dans le cadre du développement professionnel continu (désagrégé par sexe)	0	50	Rapport de suivi
	Nombre de jeunes, jeunes femmes, et DPI (personnes en situation de vulnérabilité) soutenus dans l'accès à la formation professionnelle	0	250	Rapport de suivi

Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
OI2 : Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - ont un accès inclusif, équitable et durable à des services sociaux de base de qualité, flexibles et innovants	Santé : Pourcentage d'accouchements assistés par un prestataire de santé qualifié	Centre-Est (2021) : 88,1 Plateau Central : 84	Centre-Est : 89,1 Plateau Central : 84,8%	DHS, Enquête Démographique et de Santé, Annuaire Statistique annuel du MSHP
	Santé : Nombre de femmes et d'hommes ayant reçu des services de planification familiale par des ASBC formés	0	300 femmes, 75 hommes	Rapports d'activités des ASBC
	Education : Taux Brut de Scolarisation <u>Primaire</u> Centre-Est et Plateau Central	Centre-Est : G=86,9, F=85,8 Plateau Central : G=108,4, F=105,1 (Année Scolaire 2021-2022)	Centre-Est : + 5% Plateau Central : + 3%	Annuaire Statistique de l'Enseignement Primaire
	Education : Taux Brut de Scolarisation <u>Post-Primaire</u> Centre-Est et Plateau Central	Centre-Est : G=35,2, F=45 Plateau Central : G=39,4 F=54,4 (Année Scolaire 2021-2022)	Centre-Est : + 3% Plateau Central : + 1%	Annuaire Statistique de l'Enseignement Post-Primaire
	Education : Taux d'achèvement <u>Primaire</u> Centre-Est et Plateau Central	Centre-Est : G=54,6, F=62,6 Plateau Central : G=68,8 F=78,9 (Année Scolaire 2021-2022)	Centre-Est : + 5% Plateau Central : + 3%	Annuaire Statistique de l'Enseignement Primaire
	Education : Taux d'achèvement <u>Post-Primaire</u> Centre-Est et Plateau Central	Centre-Est : G=23, F=31,9 Plateau Central : G=22,5, F=33,7	Centre-Est : + 3% Plateau Central : + 1%	Annuaire Statistique de l'Enseignement Post-Primaire
	Eau et assainissement : Taux d'accès à l'eau en continu en milieu urbain	Moyenne nationale : 92,2% (2021) Est : 90,2% (2021) Centre-Est : 70,3% (2021)	+ 4,5%	Rapport Bilan Annuel – PN-AEP 2021 Rapport Bilan Annuel – PN-AEUE 2021

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
		Plateau Central : 86,9% (2021).		<i>Note: Une étude pour évaluer le taux d'accès réel à l'eau et l'assainissement sera réalisée en phase de démarrage au niveau des communes d'intervention.</i>
	Eau et assainissement : Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain	Moyenne nationale : 40,8% (2021) Est : 37,6% (2021) Centre-Est : 24,9% (2021) Plateau Central : 20,7% (2021).	+ 4,5%	
	Eau et assainissement : Taux de prévalence des maladies d'origine hydrique	A déterminer au démarrage Pour Fada 5.67%	-2%	
Output 02_01 : Accès plus inclusif et équitable à une offre élargie de services de SDSR	Nombre d'ASBC renforcés dans leurs compétences en SDSR	0	160 hommes 160 femmes	Rapports d'activités, rapport annuel R2, rapport de suivi-évaluation, enquête de satisfaction auprès d'un échantillon des bénéficiaires des services des ASBC
	Niveau de satisfaction des bénéficiaires des services de SDSR fournis par les ASBC renforcés	A évaluer au démarrage	Au moins 3 (sur une échelle de 1 à 4)	
Output 02_02 : Qualité et flexibilité des services de SDSR renforcés	Nombre de personnes survivantes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques ayant reçu un soutien qualifié (médical, psychologique, juridique et/ou social) dans la région Centre-Est et du Plateau Central	565 survivantes de VBG prises en charge dans la région du Centre-Est (2022)	1365 (1335 femmes, 30 hommes)	Système de gestion des données VBG - avec comptabilisation des PDI Données rapport résultat 2022-Intervention SDSR
Output 02_03 : Gouvernance communautaire inclusive renforcée en matière de planification et de gestion de la santé	Nombre de réseaux provinciaux de protection rendus fonctionnels par l'appui de l'intervention et qui ont intégré des jeunes et PDI	0	5	Rapports d'activités, rapport annuel R2
	Nombre de Comités de Gestion de la Santé (COGES) dans les districts sanitaires ciblés ayant intégré des représentant.e.s des PDI	A déterminer au démarrage	5	Rapports d'activités, rapport annuel R2

Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
Output 02_04 : Les acteurs du secteur de l'éducation de base s'organisent pour lever les barrières à l'accès inclusif & équitable à l'éducation de base	Nbre d'Elèves Déplacés Internes (EDI) du <u>primaire</u> inscrits/réinscrits dans les établissements scolaires d'accueil du Centre-Est (éducation formelle)	G=4102, F=3792 (Février 2023)	Non défini A compléter au démarrage	Secrétariat Technique de l'Education en Situation d'Urgence (ST-ESU)
	Nombre de jugements supplétifs pour régularisation des EDI pour permettre inscription + examens école de base dans le Centre-Est et Plateau Central	0	Centre-Est : 650 G, 650 F Plateau Central : 250 G, 250 F	Données rassemblées par le projet
	Nbre d'enfants (5 à 14 ans) vulnérables ayant bénéficié d'un soutien matériel pour réintégrer l'école fondamentale de base (primaire/post-primaire) dans le Centre-Est	0	200 G, 300 F	Données rassemblées par le projet
Output 02_05 : Les acteurs de l'éducation et les élèves participent au renforcement de la qualité & flexibilité des établissements scolaires	% des enseignant.e.s formé.e.s qui déclarent appliquer convenablement les connaissances acquises lors des formations continues dans leurs cours	0	Au moins 80% sur un total de 500 enseignant.e.s formé.e.s (donc 200H + 200 F) Centre-Est : 200 H, 200 F formé.e.s + Plateau Central 50 H, 50 F formé.e.s	Données rassemblées par le projet
Output 02_06 : Les utilisateurs des services et des ressources en matière d'éducation	Nbre de cadres des établissements scolaires du Centre-Est et du Plateau Central dont les compétences ont été renforcées	0	Centre-Est : 40 H, 60 F Plateau Central : 15 H, 25F	Données rassemblées par le projet

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
prennent leurs responsabilités en matière de gestion durable & inclusive	Nbre de pères et de mères du Centre-Est (dont PDI) accompagné.e.s dans leur engagement en tant que membres de COGES/APE/AME	0	40 H, 60 F, dont 40% de PDI	Données rassemblées par le projet
Output 02_07 : Adéquation de l'offre à la demande des services liés à l'eau et l'assainissement	Le système d'approvisionnement en eau (pompage et distribution) est adapté à la population des villes d'intervention d'ici la fin du projet (ratio capacité de production d'eau / besoins en eau potable)	A déterminer précisément au démarrage 80.6% pour la ville de Fada N'gourma en 2020	85%	Rapports ONEA Rapport résultat intervention PADAEPA 2021
	Taux d'équipements des CSPS et des écoles en PEM, BF ou BP fonctionnels dans les zones couvertes par le projet.	Ecole - Moyenne nationale : 50% (2021) Centre-Est : 70,2% (2021) Est : 39,7% (2021) Plateau Central : 63,5% (2021) Valeur Fada : à préciser CSPS - Moyenne nationale : 79,4% (2021) Centre-Est : 81,6% (2021) Est : 85,4% (2021) Plateau Central : 78,7% (2021)	Ecole : + 8.5% CSPS : + 8.5%	Rapport Bilan Annuel – PN-AEP 2021
Output 02_08 : Renforcement de la qualité & de la flexibilité des services d'eau potable et d'assainissement	Nombre d'artisans formés et outillés dans la gestion des infrastructures d'eau potable et assainissement et ayant la capacité de travailler durablement dans leur localité respective	A déterminer au démarrage	80 personnes 15% PDI et hôtes 85% (pour chaque cible : 10% de femmes 20% de jeunes)	Données rassemblées par le projet

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
	Nombre de services techniques (ONEA, communes, etc.) accompagnés dans le renforcement de leurs capacités techniques	A déterminer au démarrage	10 services techniques	Données rassemblées par le projet
Output 02_09 : Gestion durable & inclusive des services offerts et des ressources en matière d'eau potable et d'assainissement	Nbre d'écoles, CSPS accompagnés par les services techniques Eau/Assainissement qui ont intégré les bonnes pratiques de gestion durable des infrastructures d'eau et d'assainissement dans les zones couvertes par le projet	A déterminer au démarrage	8 écoles et 8 CSPS	Données rassemblées par le projet

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
OI 3 : Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables - recourent à des espaces de dialogue et de prévention des conflits qui promeuvent la cohabitation et à des mécanismes de gestion des conflits renforçant la cohésion sociale	<p>Pourcentage de conflits fonciers soumis aux acteurs locaux appuyés dans le cadre de l'intervention pour lesquels une solution à l'amiable est trouvée entre les parties</p> <p>Pourcentage des bénéficiaires des mécanismes de gestion des conflits qui se déclarent satisfaits du traitement de leur dossier (à désagréger par mécanisme de gestion (formel ou local) et par âge/genre)</p>	<p>Étude de base au démarrage</p> <p>Etude de base démarrage</p>	+15%	Rapports projets et partenaires
Output 03_01 : Des causes et sources des conflits et mécanismes de régulation mieux	Plateforme Digitale de l'ONAPREGECC fonctionnelle (sur base d'une série de critère d'utilisation, accessibilité, interopérabilité, etc.)	À préciser au démarrage	Étude de base	Enquête annuelle

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
connus des acteurs des territoires et des communautés	Nbre d'acteurs locaux renforcés dans leurs compétences de collecte de données et analyse sensible aux conflits qui valorisent les connaissances acquises	À préciser au démarrage	À préciser au démarrage	Rapport de suivi
Output 03_02 : des espaces de dialogue et mécanismes de prévention et de médiation inclusifs et qui promeuvent la cohabitation	% des COVED appuyés qui sont fonctionnels Amélioration du fonctionnement des Coved (sur base d'une série de critères)	À préciser	À préciser au démarrage	
	Nombre de femmes participant activement au Coved	À préciser	À préciser au démarrage	
	Nombre de personnes formées sur la médiation communautaire	0	À préciser au démarrage	
Output 03_03 : Les acteurs des territoires et communautés bénéficient de mécanismes de gestion des conflits qui contribuent à diminuer les inégalités et renforcer la cohésion sociale	Pourcentage des conflits fonciers non résolus au niveau local qui sont transmis aux juridictions	Etude de démarrage	Étude de démarrage	Rapports projets et TGI
	Pourcentage des conflits transmis pour lesquels un jugement est effectivement rendu	Étude de démarrage	Étude de démarrage	Rapport projets et TGI
	Nombre de personnel des services de sécurité renforcés dans la sensibilisation/prévention aux VBG qui intègrent les bonnes pratiques dans la prise en charge des survivant-e-s de VBG	0	200	

Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
----------------------	-------------	-----------------	----------------	--------

OI 4 : Les communautés et acteurs des territoires - en particulier les femmes, les jeunes, les PDI et les groupes vulnérables -prennent part à une gouvernance locale transparente, participative et inclusive et qui stimule la collaboration entre acteurs du territoire	La réponse des communes est plus structurée vis-à-vis des questions de déplacements (efficacité du dispositif d'enregistrement et suivi des trajectoires de déplacements, mais aussi l'orientation vers les aides et services appropriés)	0	10	Système de monitoring PCD revus
	Nombre et qualité des projets de territoires mis en œuvre		3	Rapports de l'intervention, PCD revus
Output-04_01 : Les capacités techniques des acteurs des territoires et communautés en matière d'aménagement du territoire et développement territorial sont renforcées	Nombre de personnel des administrations renforcées en matière d'aménagement de territoire et planification & gestion urbaine	0	500	Rapports de l'intervention
	Nbre de mécanismes de concertations dynamisés	A préciser au démarrage	A préciser au démarrage	Rapport des CLOCSAD, rapports de l'intervention
	Participation effective des femmes aux organes de concertation	À préciser	50%	
	Participation effective des jeunes aux organes de concertation	À préciser		Compte rendu CLOCSAD, clusters, conseils des délégations spéciales
	Participation effective des personnes déplacées aux organes de concertation	À préciser		Compte rendu CLOCSAD, clusters, conseils des délégations spéciales
Output 04_02 : Les acteurs des territoires renforcent leur monitoring des vulnérabilités et fragilités et alimentent la réponse d'urgence et la planification de long terme	Nombre de planifications de contingence développées au niveau local	A déterminer au démarrage	10	Plans de contingence
	Pourcentage de communes concernés par les déplacements de personnes intégrant cette question dans leur planification de contingence et de long terme	A déterminer au démarrage	75%	Plans de contingence et PCD
Output 04_03 : Les citoyen.nes s'engagent et participent à une	% des collectivités territoriales qui deviennent plus redevables et transparentes :	0	15	

gouvernance locale plus transparente et inclusive	<ul style="list-style-type: none"> • communiquent avec les citoyens de manière fluide, • planifient et budgétisent de manière participative et inclusive, • instaurent des mécanismes de veille et de contrôle citoyen (notamment sur la qualité des services etc.) inclusifs du point de vue des statuts, du sexe, des ethnies, ... 			
	Nombre d'initiatives citoyennes mises en œuvre ressorties des ateliers de cocréation	0	30	

Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
OI5 : Les acteurs institutionnels et contractuels, la société civile, le personnel d'Enabel Burkina adressent les causes profondes des inégalités de genre	% acteurs qui ont atteint le niveau Gender Marker OCDE 2	A préciser par le diagnostic initial	80%	Rapport d'évaluations des actions de renforcement de capacité
	% de partenaires non étatiques institutionnels renforcés dans l'acquisition des outils de planification stratégique genre (budgétisation, marchés publics etc sensibles au genre)	0	20	
Output 05_01 : Les acteurs étatiques et non étatiques adoptent une réflexion stratégique sur les questions d'égalité de genre	Le cluster /Cercle/Groupe de travail/Groupe thématique/ "maintien des filles du secondaire à l'école" est mis en place et est opérationnel	0	6	PV de rencontres du cluster
	Nombre d'initiatives en faveur du maintien des filles à l'école secondaire développées par le cercle/groupe thématique	0	A préciser avec les études diagnostics complémentaires	Plan d'action élaboré
	Régularité et la qualité des données sur le genre (ex SIGI Genre)	0	A préciser	Etude Pays SIGI Genre actualisée

Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de base	Valeurs cibles	Source
	% de cellules genre au sein des institutions et ministères mettant en œuvre la stratégie élaborée par le groupe	0	30/45	Rapport d'évaluation auprès des Ministères et institutions
Output 05_02 : Les synergies en matière de genre seront renforcées pour contribuer à l'objectif transformateur ambitionné par le Programme	Un cadre de concertation Genre est mis en place et est opérationnel (Nombre de rencontres tenues effectivement /Nombre de rencontres prévues)	0	4 fois l'an (groupe restreint) et 2 fois l'an (groupe élargi)	PV de rencontres du cadre de concertation et document préalables
	Appréciation du dynamisme et de l'apport du cadre de concertation à l'effectivité des changements escomptés (nombre d'actions de synergie développées, la pertinence/cohérence des leviers de changements identifiés et adressés, ...)	Non applicable	Adoption de comportements /pratiques transformatrices de genre grâce aux actions des membres du cadre de concertation	Enquête de satisfaction après rencontres du cadre de concertation

ⁱ Rapport de l'étude SIGI 2023 en cours au niveau de l'institut national des statistiques et de la démographie (INSD).